



Québec réserve **12 millions** à l'enseignement supérieur *Page A 3*

François Fillon, champion de la droite

Celui qui dit incarner les valeurs françaises est donné favori pour la **présidentielle de 2017**

Page B 1



www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVII N° 271

LE DEVOIR, LE LUNDI 28 NOVEMBRE 2016

1,30 \$ + TAXES = 1,50 \$

Les garderies privées veulent s'approprier la maternelle à 4 ans

JESSICA NADEAU

Inquiètes de perdre une partie importante de leur clientèle et de leur chiffre d'affaires, les garderies privées font des démarches à Québec pour que le programme de maternelle 4 ans soit offert dans leurs installations plutôt que dans le réseau public.

Pour l'instant, ce programme est offert uniquement dans certains milieux défavorisés, mais le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, compte accélérer son déploiement, et l'Association des garderies non subventionnées en installation — qui n'incluent pas les garderies privées en milieu familial — envisage le pire pour le jour où il s'étendra à l'ensemble du Québec.

« Si les enfants de quatre ans partaient pour la grande école, cela aurait des impacts désastreux pour les membres de l'Association des garderies non subventionnées en installation, car les enfants de 4 ans représentent 30 % de leur clientèle. Une telle décision viendrait déstabiliser et mettre en péril tous les secteurs des services de garde », plaide récemment la porte-parole de l'association, Suzanne Gagnon, lors des consultations sur la réussite éducative de Montréal. Elle évoque notamment des pertes d'emploi à prévoir chez les éducatrices, une restructuration et le refinancement des garderies du réseau.

« Ce serait une condamnation pour les garderies non subventionnées en installation », ajoutait-elle dans sa présentation.

Lien d'attachement

Pendant une quinzaine de minutes, les représentants de l'association ont tenté de convaincre le ministre que les enfants et leurs parents seraient mieux servis dans leurs garderies plutôt qu'à l'école. « D'une part, nos installations sont équipées pour leurs groupes d'âge, elles sont plus petites et plus adéquates pour eux, à l'intérieur comme dans les cours aménagées à l'extérieur », soutient l'association.

VOIR PAGE A 10 : MATERNELLE



Fidel Castro a assisté aux funérailles de l'ancien premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau le 2 octobre 2000, à Montréal. À l'avant-plan, Justin Trudeau et sa mère, Margaret.

Castro était un dictateur, reconnaît Trudeau

Le premier ministre a été très critiqué pour son hommage à l'« ami de longue date » du Canada et de sa famille

MARIE-MICHÈLE SIOUI

Critiqué pour ses commentaires chaleureux à l'endroit de Fidel Castro, le premier ministre Justin Trudeau a dû reconnaître dimanche que le *Lider Máximo*, décédé vendredi, était un dictateur.

L'admission, cependant, n'enlève rien à l'importance de reconnaître les accomplissements du père de la révolution cubaine, a plaidé le premier ministre, à la fermeture du Sommet de la Francophonie, à Madagascar.

C'est pourtant en abordant les droits de la personne, et plus particulièrement des minorités sexuelles, que le premier ministre canadien avait lancé ce sommet. Mais en qualifiant samedi Fidel Castro de « leader plus grand que nature », de « révolutionnaire et [d']orateur légendaire », Justin Trudeau s'est attiré les foudres de politiciens campés sur sa droite, au Canada comme aux États-Unis.

« Est-ce une vraie déclaration ou est-ce une parodie? », a demandé le sénateur républicain de la Floride, Marco Rubio. « Honteux. Pourquoi les jeunes socialistes idéalisent-ils les tyrans totalitaires? Castro, Staline, Mao, Pol Pot: tous de vilains meurtriers, des adeptes de la torture », a ajouté son ancien concurrent à la course au leadership républicain, Ted Cruz.

Entre ami et dictateur

La réaction de Justin Trudeau a pris la forme d'une réponse à une question d'une journaliste,

VOIR PAGE A 10 : CASTRO

Lire aussi | La naissance du mythe. Le leader révolutionnaire doit beaucoup à un reporter du NYT. *Page A 5*

Lire aussi | L'effacement. Un éditorial de Guy Taillefer. *Page A 8*

Lire aussi | Fidel, le culte fané. Une chronique de François Brousseau. *Page B 1*



AUJOURD'HUI



Actualités | Sommet. Les pays francophones veulent unir leurs forces et leurs expertises pour lutter contre le terrorisme. *Page A 2*

Actualités | Série «L'école à l'examen». Entretien avec l'auteur et philosophe Normand Baillargeon. *Page A 2*



Avis légaux..... A 6
Décès..... B 8
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 8
Sudoku..... A 4

BANDE DESSINÉE

La force du dessin contre l'histoire qui hoquette

Jacques Tardi met un point final à son vaste projet de mémoire d'une sale guerre

FABIEN DEGLISE

Ce n'est pas le meilleur moment, mais c'est celui qu'il a choisi. En lançant cet automne *Le dernier saut* (Casterman), le prolifique bédéiste Jacques Tardi a décidé de mettre un point final à la vaste enquête qu'il dessine et qu'il mène depuis des années sur la Première Guerre mondiale, ses horreurs, ses destins brisés, ses humains sacrifiés à grand coup de gaz moutarde ou de bombes à fragmentation qui ont dévisagé, cassé les gueules, d'une bonne partie de la jeunesse européenne de cette époque-là.

Le temps est venu de passer à autre chose, de finir le dixième tome des aventures d'Adèle Blanc-Sec — dont quelques planches attendent depuis 2007 le retour d'un intérêt chez leur auteur — ou d'adapter un roman, précise au téléphone le dessinateur, de manière hypothétique, sans trop s'engager. Et puis soudain, il se met à douter. « Peut-être devrais-je continuer d'explorer ce sujet immense et interminable de la Première Guerre mondiale? » Tout arrêter, à un moment dans l'histoire où le besoin de se souvenir des drames du passé que l'on pourrait re-



Extrait d'une planche de la nouvelle bande dessinée de l'auteur et illustrateur français Jacques Tardi. Le prolifique bédéiste met un point final à la vaste enquête qu'il mène depuis des années sur la Première Guerre mondiale.

CASTERMAN

VOIR PAGE A 10 : DESSIN

SOMMET DE MADAGASCAR

Trudeau en vedette, Hollande en coup de vent

Le grand rassemblement de l'OIF prenait fin dimanche sous le signe de la lutte contre le terrorisme

CHRISTIAN RIOUX

à Antananarivo, Madagascar

Alors que les premiers ministres Philippe Couillard et Justin Trudeau quittaient Antananarivo, le XVI^e sommet de la Francophonie s'est terminé dimanche sous le signe de la lutte contre le terrorisme. Les pays francophones «*paient un lourd tribut face à cette menace asymétrique qu'est le terrorisme. Une plus grande mutualisation de nos expériences, de nos moyens et de nos renseignements est nécessaire*», a indiqué lors de la conférence de presse de clôture la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) Michaëlle Jean. «*On a reçu des engagements des pays membres*», assure-t-elle.

C'est notamment le cas du Québec, qui a parrainé, avec le Bénin, une résolution sur la radicalisation menant à la violence. Reprenant les conclusions du sommet de l'UNESCO tenu le 30 octobre à Québec, l'OIF propose de créer un réseau francophone de lutte contre la radicalisation. Concrètement, il s'agit de mettre en réseau les centres de prévention de la radicalisation, dit Philippe Couillard. «*Ça vise à mettre en commun les bonnes pratiques. [...] Les gens vont venir voir ce qu'on fait et nous allons aller voir ce qui se fait en France ou ailleurs.*»

Le premier ministre quitte ce sommet satisfait d'avoir aussi été, lors d'une session à huis clos, parmi les premiers intervenants à s'opposer à l'admission de l'Arabie saoudite. Le problème n'est cependant que reporté puisque la question reviendra sur le tapis au prochain sommet. Le XVII^e sommet de l'OIF tiendra d'ailleurs en Arménie, les trois derniers s'étant tenus en Afrique. Pour ne pas créer de mécon-



ADRIAN WYLD LA PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Trudeau s'est prononcé contre la discrimination envers les personnes LGBT, dimanche, lors du Sommet de l'OIF.

tents, le suivant atterrira en Tunisie, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Francophonie.

Trudeau et LGBT

Le premier ministre canadien a été l'une des vedettes de ce sommet *light* où il a dénoncé la discrimination que subissent, notamment dans des pays membres de l'OIF, les homosexuels et les transgenres (LGBT). Le sujet a beaucoup fait réagir et il a été mentionné dans la presse malgache. Interrogé sur la raison pour laquelle il avait décidé de venir en Afrique pour parler spécifiquement de cette ques-

tion, Justin Trudeau a affirmé qu'«*il faut toujours en parler [...] Et s'il y a des conversations qui mettent des gens mal à l'aise, tant mieux!*».

Ses propos sur l'égalité des femmes semblent avoir été moins bien reçus. L'éditorialiste du quotidien *L'Express* de Madagascar ne semble guère priser qu'on vienne de l'étranger faire la leçon aux Malgaches sur le sujet. Il rappelle que Madagascar a eu quatre reines au XIX^e siècle et plusieurs femmes ministres depuis les années soixante, dont une ministre de la Défense. Il s'inquiète aussi de voir ces sommets se

limiter à «*une longue liste de bonnes intentions*».

Le Québec songe par ailleurs à organiser un événement sur les droits des LGBT dans la francophonie, ont révélé Philippe Couillard et la ministre des Relations internationales, Christine St-Pierre. Mais, «*l'événement ne sera pas parrainé par la Francophonie*», précise le premier ministre.

Visite éclair de Hollande

Interrogée sur la venue d'à peine vingt chefs d'Etat et de gouvernements, dont moins d'une dizaine d'Africains, une des plus faibles assistances depuis la création de l'OIF, Mi-

chaëlle Jean a dit ne pas être déçue. Elle trouve même cette participation «*tout à fait réjouissante parce que tous les pays de l'espace francophone étaient représentés ici. [...] Certains chefs d'Etat n'ont pu être là parce que d'autres obligations les retenaient*», dit-elle en rappelant que cette semaine seulement, le Cameroun avait subi deux attaques de Boko Haram. Pourtant, même le président François Hollande n'a fait qu'un saut à Antananarivo, alors que la tradition veut qu'il participe à la conférence de presse finale aux côtés du secrétaire général. Il avait pour l'occasion

cédé sa place à Justin Trudeau, qui n'est intervenu qu'une seule fois en lisant un court texte.

Ce sommet s'achève par l'admission de la Corée du Sud, de l'Ontario et de l'Argentine comme observateurs ainsi que de la Nouvelle-Calédonie comme membre associé. L'OIF a définitivement mis fin à la pause souhaitée après l'élargissement de 2012 qui avait vu le Qatar se joindre comme membre associé contre la volonté de son secrétaire général. «*Ça aussi, c'est formidable, de voir la famille s'élargir*», a déclaré Michaëlle Jean.

Les Ontariens ravis

Visiblement comblée de cette décision, la ministre ontarienne de la Francophonie, Marie-France Lalonde, s'est dite «*très excitée d'être ici. C'est un moment important pour les Franco-Ontariens.*» Elle voit dans cette présence des possibilités intéressantes pour l'économie ontarienne, notamment TFO média, l'agriculture et le numérique. Quant à la nécessité d'un quatrième siège pour le Canada qui est le seul pays à en compter plus de deux, elle rappelle que l'Ontario est «*la province qui a le plus de francophones hors Québec. [...] On vient renforcer la voix des Franco-Ontariens à l'international*».

Pour un pays aussi pauvre que Madagascar, à qui l'on a coupé les fonds depuis le putsch de 2009, l'exercice semblait avoir été profitable. L'île a signé cette semaine 22 accords avec le Maroc seulement. Ce sommet prend toute son importance à quelques jours de la Conférence des bailleurs et investisseurs pour Madagascar qui se tiendra les 1^{er} et 2 décembre à l'UNESCO à Paris.

Le Devoir

« Je ne peux m'empêcher de rappeler le sérieux et la qualité du travail accompli par la commission Parent »

— Normand Baillargeon

Pourquoi le système scolaire québécois produit-il autant de décrocheurs? Faut-il mieux former les enseignants? Après avoir sillonné les régions tout l'automne, une nouvelle consultation publique pour «moderniser le système d'éducation» se termine à Québec le 1^{er} décembre. De quelle école la société québécoise a-t-elle besoin? Les réponses de huit observateurs et artisans dans cette série qui se poursuit avec Normand Baillargeon, philosophe et auteur de nombreux livres sur l'éducation. Propos recueillis par Lisa-Marie Gervais.

Si vous étiez ministre, quelle serait la priorité de votre mandat?

Sans hésiter, ce serait de mettre sur pied ce que j'appellerais une commission Parent 2.0. Politiquement non partisane, elle serait formée de personnes crédibles et indépendantes à l'égard tant des partis politiques que des divers lieux de pouvoir en éducation, lesquels en mènent parfois bien trop large. Cette commission serait assistée dans son travail par un indispensable comité scientifique et normative, capable de l'éclairer par des données probantes partout où cela est possible et souhaitable. Son mandat serait d'abord de combler cette carence conceptuelle, je veux dire philosophique et normative, qui est la nôtre 50 ans après Parent et après le détournement des États généraux du milieu des années 90. Pour cela, il lui reviendrait d'abord de préciser ce que collectivement nous entendons être l'éducation et les fins qu'elle doit servir. Son mandat serait ensuite de dresser un état des lieux à la lumière de ces finalités. Il lui reviendrait enfin de préciser les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces der-

nières. On donnerait à cette commission le temps et les ressources lui permettant de faire correctement son travail, lequel mettrait fin à de trop nombreuses années de rapiéçage et d'improvisation.

Que faut-il changer dans l'actuel système d'éducation?

Je pense que c'est tout ce qui fait obstacle à l'atteinte simultanée de ces deux objectifs que la massification de l'éducation nous demande de concilier, à savoir l'excellence et l'égalité des chances. Le récent rapport du Conseil supérieur de l'éducation est une intéressante amorce de ce travail. Mais sa véritable complétion suppose qu'on sache quelles politiques adopter face à des choses aussi importantes que le financement de l'école privée, les programmes internationaux, l'aide aux élèves en difficulté et de très nombreuses autres qui, toutes, supposent que l'on ait collectivement répondu aux questions qui seraient traitées par Parent 2.0.

Que faut-il conserver dans l'actuel système d'éducation?

Beaucoup de choses et, en répondant à votre question, je ne peux m'empêcher de



MARIE SANTERRE-BAILLARGEON

L'auteur et philosophe Normand Baillargeon.

rappeler le sérieux et la qualité du travail accompli par la commission Parent. Le fait que notre système d'éducation se soit voulu public, une réalité qui est aujourd'hui menacée, est sans aucun doute à préserver et à enrichir. De même, partout où il subsiste, cet idéal d'éducation entendu comme mise en contact avec des savoirs fondamentaux dans le but de rendre une personne autonome et de la préparer à l'exercice d'une véritable citoyenneté par laquelle chacun est un gouvernant en puissance, cela aussi me semble un autre acquis crucial et à préserver. Mais il est lui aussi menacé, à preuve ces attaques contre la formation générale au cégep et, plus généralement, une certaine tendance à l'instrumentalisation

de l'éducation. Sur le plan des institutions léguées par Parent, les cégeps et les universités du Québec me semblent, eux aussi, des acquis infiniment précieux. Il y en a d'autres...

Les maux du système d'éducation sont-ils liés à un manque de ressources?

Cela arrive sans aucun doute. Mais il arrive aussi, et cette fois encore, sans aucun doute, que nos problèmes tiennent à une mauvaise allocation des ressources et à des dépenses difficilement justifiables. Pour en décider, il nous manque cette vision de l'éducation que je réclame, que sert une gouvernance fondée, partout où cela est possible, sur des données probantes. Je pense en outre que notre système est en grande partie do-

miné par quelques lieux de pouvoir que chacun identifiera sans mal et qui ont en quelque sorte «*capturé la réglementation*» à laquelle ils sont soumis, échappant dès lors à une pleine reddition de comptes envers le public. Et c'est ainsi, pour ne prendre que ce terrible exemple, que la forte demande de rehaussement du curriculum exprimée lors des États généraux a pu être détournée en une réforme pédagogique ne reposant pas sur des données probantes — avec les résultats que l'on sait.

Faut-il repenser la formation des maîtres?

Oui, et sur de nombreux plans. Mais je veux d'abord rappeler qu'enseigner n'est pas seulement un métier ou une profession: c'est une vocation la plus noble qui soit, ceci en raison de la forte portée normative de cette activité. Nous devons aux personnes qui l'exerceront une formation de la plus haute qualité qui soit, avant de leur devoir une reconnaissance collective à la hauteur de leur tâche, laquelle s'exprimera aussi par des conditions de travail enviables. La formation des maîtres est actuellement trop souvent carencée, certains cours, hélas, sont même bien peu du niveau souhaitable pour un enseignement universitaire. Trop de légendes pédagogiques sont enseignées, les données probantes sont trop souvent méconnues et nos maîtres se trouvent ainsi devant des défis immenses pour lesquels leur préparation est inadéquate. J'ajouterais encore que la soumission de l'université à des impératifs de rentabilité fait en sorte que nous formons, dans certaines disciplines, trop de maîtres,

Normand Baillargeon a enseigné à l'UQAM la philosophie de l'éducation aux futurs maîtres durant 25 ans. Il a quitté ses fonctions l'an dernier en invoquant trop de désaccords sur de trop nombreux plans avec trop de ses collègues. Il a publié, traduit ou édité près d'une cinquantaine d'ouvrages. Il vient de faire paraître *Le roman de Khayyam* (Poètes de Brousse), *Enseigner au Québec* (VLB) ainsi que *La dure école* (Leméac), essai pour lequel il a remporté cette année le prix Pierre-Vadeboncoeur.

qui vivent ensuite trop longtemps de la précarité — cela les conduit même parfois à abandonner le métier, au point que l'on parle désormais de décrochage enseignant et de désertion professionnelle. Cela ne doit pas être. Des maîtres soigneusement sélectionnés à l'entrée, des maîtres formés en pédagogie, en philosophie, en didactique selon les plus hautes exigences, des maîtres, pour le secondaire, ayant en outre reçu une solide formation disciplinaire, tous et toutes recevant à la fin de leur formation la garantie d'un poste enviable et socialement admiré: voilà une des conditions du succès d'un système scolaire. Mais ce souhait, comme les autres que j'exprime ici et à commencer par celui d'une commission Parent 2.0, rien de tout cela ne sera possible sans une forte demande du public. Je l'appelle donc de mes vœux. Et vous?

Le Devoir

ACTUALITÉS

Un passé empaillé

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



Le lundi, de 21 h à 21 h 30, nous aurons désormais droit à la vérité à propos des « phénomènes étranges et inexplicables depuis 40 ans ». Les conséquences du choc pétrolier? La Grèce des colonels? Les manœuvres économiques de Margaret Thatcher? La lutte pour le pouvoir en Afghanistan? Le génocide au Rwanda? Le référendum québécois?

Nenni. Rien de tout ceci.

Historia, la chaîne spécialisée en histoire, nous offre plutôt à compter de ce soir une soupe bien salée concoctée par Christian Page, spécialiste « des ovnis aux maisons hantées ». Titre de l'émission: *L'enquêteur du paranormal*.

Sur la même chaîne, juste avant, on pourra voir un épisode de la série *Nos ancêtres les extraterrestres*. Tout cela est suivi par une série consacrée à Adolf Hitler qui, nous raconte-t-on, aurait vécu en Argentine après 1945. À défaut de faire preuve de probité intellectuelle en examinant des travaux historiques sérieux, les deux inconnus qui conduisent cette série de huit heures suivent une piste créée selon les seuls besoins de leurs élucubrations fermentées.

Que nous dit sur notre société et son rapport à l'histoire cette programmation qui confond allégrement avec les connaissances historiques les faits divers, les anecdotes, les élucubrations complotistes et fantaisistes? À quand une série qui nous expliquera en fabulant gaiement comment les extraterrestres ont aidé Hitler à s'enfuir à la fin de la guerre?

En une seule journée de programmation défile à l'enseigne d'Historia quantité d'épisodes de la vie théâtralisée de préteurs sur gages. Dans *Pawn Stars*, des objets plus ou moins anciens, liés à la seule culture populaire, sont présentés aux membres d'une famille mal dégrossie de préteurs sur gages qui essaient d'évaluer à quel prix ils pourraient les revendre afin d'en mieux négocier l'achat. Dans *Cash Cowboys*, deux brocanteurs canadiens s'intéressent sur le même mode de la télé-réalité à différents objets, « pourvu qu'ils puissent les acheter à bon prix ». Il y a aussi *Des A\$ de la brocante*, un calque de ce même univers de l'achat-revente, mais nappé d'une sauce québécoise.

Même dans ses profondeurs, le passé est envisagé comme un espace où tout se juge à la surface de l'argent. Le téléspectateur prend toujours moins la température du passé dans ces émissions que celle d'un présent réduit à la seule idéologie de l'argent.

Ce même rapport limité au passé est décliné aussi dans le jeu-questionnaire intitulé *La course aux trésors* d'Historia. Au beau milieu du Marché aux puces Saint-Michel à Montréal, les concurrents peuvent remporter 1000\$. Ils doivent à cette fin « être stratégiques et performants pour reconnaître la valeur des trésors dispersés dans les différents kiosques ».

Il est significatif par ailleurs de voir que l'idée de conservation est à peu près évacuée de toutes ces émissions, malgré des simulacres pour convaincre du contraire. Dans l'émission américaine traduite sous le nom de *L'atelier de restauration*, des bricoleurs à gages imposent en fait une conception étriquée de la conservation qui obéit aux seuls désirs de ceux qui les engagent. Aucune réserve quand vient le temps de poncer, de souder, de décaper, de débosser et de repeindre allégrement de façon à créer des originaux en simili ou encore de vagues interprétations de l'objet original. Ce n'est plus l'objet qui est célébré, mais son double, au nom de l'argent.

L'omniprésence de l'automobile dans plusieurs émissions de cette chaîne est aussi significative d'une idéologie générale. Combien de minutes consacrées chaque jour au chrome, aux calandres et aux bielles de moteur comme s'il s'agissait d'autant de pinacles de l'histoire de l'humanité? Le véhicule ultime de cette maigre conception de l'histoire apparaît dans la figure du char d'assaut. Dans la série *Tank: les grands combats*, on donne jusqu'à plus soif la liste des détails techniques de ces engins dans une suite de minces récits qui négligent de donner un sens à ces affrontements dans leur épaisseur historique, comme si cela s'avérait d'ailleurs parfaitement sans importance.

À travers tout cela, bien peu de contenu québécois, si ce n'est pour montrer que nous ne sommes que des spectateurs de l'histoire sans grand récit. Dans l'émission *Le polygraphe*, nous voici par exemple devant deux adolescents qui, « possiblement », rencontrent « deux truands sans envergure » près du pont Jacques-Cartier, le tout sur fond de musique tragique avec en prime une reconstitution d'une scène de drame à l'aide de figurants. Rien qui dépasse le stade de l'anecdote et du divertissement morbide. C'est le tout-à-l'image sans conséquence et le rien à l'histoire.

At-on besoin par ailleurs de l'humoriste Michel Barrette interrogeant le chroniqueur judiciaire Claude Poirier pour envisager sous un angle nouveau l'assassinat de John F. Kennedy? Nous manquait-il vraiment le témoignage du chanteur Sylvain Cossette pour apprécier à leur juste valeur les chansons de Simon & Garfunkel?

Il est étonnant de constater à quel point une chaîne subventionnée et vouée en principe à l'histoire fait peu de cas des historiens et de la société où elle est située pour présenter en définitive une histoire inerte, faite surtout de lambeaux de souvenirs matériels. C'est son droit, bien évidemment. Comme c'est le mien de le regretter.



MICHAËL MONNIER LE DEVOIR

Le ministère de Mme David veut insister sur l'importance des formations continues et à court terme au niveau collégial.

RÉINVESTISSEMENT EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Hélène David fait la part belle aux cégeps

ROBERT DUTRISAC

Correspondant parlementaire à Québec

Des 35 millions que le gouvernement Couillard, à la faveur de la mise à jour économique d'octobre, a choisi de réinjecter en éducation d'ici le 31 mars prochain, 12 millions sont réservés à l'enseignement supérieur. Et la plus grande part du gâteau ira aux cégeps.

C'est ce qu'a indiqué le ministre responsable de l'Enseignement supérieur, Hélène David, dans une entrevue accordée au *Devoir*. La ministre a reçu, mardi, la confirmation du Conseil du trésor qu'elle disposera de cette somme pour combler une partie des besoins des réseaux collégial et universitaire. « Il y a énormément de demandes en formation continue et en formation d'appoint », a fait valoir la ministre.

Tant l'université que le cégep offrent cette formation continue. Mais au cégep, l'enveloppe budgétaire, distribuée dans chacune des régions, est « fermée », comme le veut le jargon, et pour certaines formations, qui font l'objet d'attestations d'études collégiales (AEC), des droits de scolarité sont exigés.

Hélène David s'est fixé quatre champs priori-

taires. D'abord, la formation d'appoint, à l'université ou au cégep, destinée aux nouveaux arrivants qui doivent parfaire leurs connaissances afin d'exercer leur profession ou leur métier. Elle a cité l'exemple du Collège John Abbott qui est forcé, de refuser l'admission d'infirmières immigrantes qui doivent compléter leur formation.

Demande de formations courtes

La ministre veut aussi investir davantage dans les AEC. Elles offrent à des étudiants la possibilité d'obtenir une formation technique spécialisée sans passer par la filière du diplôme d'études collégiales (DEC) qui requiert trois années d'études. Les AEC peuvent aussi permettre à un adulte qui détient un DEC d'ajouter une corde à son arc. « C'est tout un monde, les AEC. C'est un monde important parce qu'on s'aperçoit qu'il y a de plus en plus de gens qui demandent des formations courtes », a-t-elle constaté.

Hélène David se dit partisane des cégeps et de la formation générale en français et en philosophie, même pour le cégep technique. « Je suis peut-être de la vieille garde [mais] j'y crois profondément, à la formation générale. » En cela, elle se démarque du Rapport du chantier sur

l'offre de formation collégiale, signé par Guy Demers et rendu public en 2014. Ce rapport proposait notamment d'alléger les exigences en formation générale pour les étudiants qui ne se destinent pas à l'université. « Je n'achète pas tout le rapport Demers », a-t-elle affirmé. Mais elle se dit ouverte à certains assouplissements pour favoriser l'accès aux formations courtes.

Sa troisième priorité porte sur les « petites cohortes » dans les cégeps en région. Déclin démographique oblige, plusieurs cégeps pourraient abandonner certaines formations parce que le nombre minimal d'étudiants n'est pas atteint. La ministre entend abaisser les seuils des cohortes, ce qui implique des coûts, afin de permettre aux cégeps de garder des étudiants qui, autrement, quitteraient la région.

Enfin, Hélène David veut attirer des étudiants de l'étranger dans les cégeps en région et dans les universités. Au Sommet de la Francophonie à Madagascar, le premier ministre Philippe Couillard a d'ailleurs annoncé, vendredi, l'octroi de 3,5 millions en bourses d'excellence et en exemptions de droits de scolarité pour les étudiants du Sud.

Le Devoir

ONE

Nouveau président pour le pipeline Énergie Est

David Hamilton a présidé le comité qui a recommandé l'approbation du pipeline Kinder Morgan

ALEXANDRE SHIELDS

L'Office national de l'énergie vient de désigner David Hamilton comme président par intérim pour le projet Énergie Est, a constaté *Le Devoir*. C'est lui qui présidait le comité qui a recommandé au gouvernement fédéral d'approuver le controversé pipeline Trans Mountain, de Kinder Morgan. C'est maintenant lui qui désignera les membres du comité qui étudiera le projet de TransCanada.

Par la voie d'une simple note informative publiée dans la section du site de l'Office national de l'énergie (ONE) consacrée à Énergie Est, l'organisme fédéral a annoncé que David Hamilton « a été autorisé par ses collègues à occuper les fonctions de président par intérim et d'exercer les pouvoirs afférents à celles-ci » pour le projet de pipeline de TransCanada.

M. Hamilton est un membre « temporaire » de l'ONE dont le mandat avait été renouvelé en 2015 par le gouvernement de Stephen Harper, et ce, juste avant l'élection du gouvernement libéral de Justin Trudeau.

C'est lui qui « désignera les membres qui feront partie du comité », a aussi confirmé l'Office dans une réponse transmise par courriel. Cela signifie qu'il devra nommer les nouveaux membres qui mèneront l'évaluation fédérale du projet de pipeline Énergie Est.

Les trois membres du comité qui dirigeait les audiences pour le projet de TransCanada ont dû se récuser en septembre. Ils avaient organisé en 2015 une rencontre

privée avec Jean Charest pour discuter du projet, alors que M. Charest était consultant pour la pétrolière albertaine.

Kinder Morgan

Méconnu du grand public, David Hamilton a toutefois présidé le comité de l'ONE qui a recommandé en mai l'approbation, par Ottawa, du projet Trans Mountain, de Kinder Morgan. Selon les conclusions du rapport signé par M. Hamilton, la construction de ce

M. Hamilton est un membre « temporaire » de l'ONE dont le mandat avait été renouvelé en 2015 par le gouvernement de Stephen Harper, et ce, juste avant l'élection du gouvernement libéral de Justin Trudeau

nouveau pipeline « est dans l'intérêt public canadien ».

Ce projet doit permettre d'accroître la capacité d'exportation de pétrole des sables bitumineux à partir de la côte ouest canadienne. Kinder Morgan prévoit ainsi la construction d'un nouveau pipeline qui permettrait de faire passer la capacité quotidienne d'un réseau existant de 300 000 à 890 000 barils. Les émissions de gaz à effet de serre associées au projet totaliseraient de 13,5 à 17 millions de tonnes par année, selon Environnement Canada.

Le projet est toutefois très controversé, puisque la Colombie-Britannique et la Ville de Vancou-

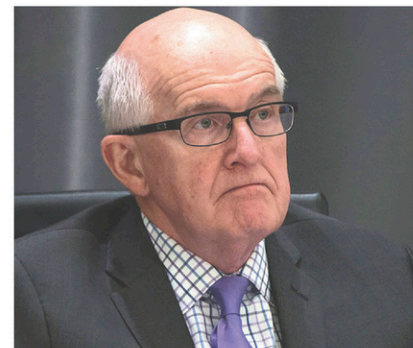
ver s'y opposent. Des manifestations hostiles à Trans Mountain ont aussi eu lieu dans certaines villes canadiennes la semaine dernière. Le gouvernement de Justin Trudeau doit décider d'ici le 19 décembre s'il approuve, ou non, le projet.

Selon un rapport produit par un comité ministériel mandaté par Ottawa pour mener un complément d'évaluation pour Trans Mountain, il subsiste au sein du public une forte impression que le travail mené par l'Office dans ce dossier comporte de grandes lacunes.

Audiences à venir

Fait à noter, l'ONE prévoit que, si David Hamilton ne peut s'acquitter de ses fonctions de président pour le projet Énergie Est durant son mandat, le membre de l'ONE Philip Davies le remplacera. M. Davies, qui a longtemps travaillé dans l'industrie pétrolière et gazière, était lui aussi membre du comité qui a signé le rapport de l'ONE favorable au pipeline de Kinder Morgan.

Par ailleurs, l'ONE est toujours en attente de la nomination de nouveaux commissaires. Selon ce qu'a déjà révélé *Le Devoir*, l'organisme se retrouve en effet dans une impasse linguistique depuis la récusation des membres de l'Office qui faisaient partie du comité qui étudiait le projet de TransCanada. En fait, l'ONE ne compte pas d'autres membres en mesure de s'exprimer couramment en français, un enjeu important pour un projet qui doit traverser le territoire québécois.



DARRYL DYCK LA PRESSE CANADIENNE

David Hamilton

La décision de nommer de nouveaux commissaires appartient au gouvernement fédéral, qui a promis dès septembre que ce serait fait « le plus rapidement possible ». Il reviendra par la suite à l'ONE de déterminer les prochaines étapes du processus d'audiences.

Des groupes environnementaux estiment qu'il faudrait reprendre tout le processus d'examen depuis le début, une fois que les nouveaux membres du comité auront été nommés. TransCanada a dit pour sa part à plusieurs reprises qu'elle ne prévoit pas de délais supplémentaires avant une décision pour son projet, décision qui doit en théorie intervenir en 2018.

Pendant ce temps, l'étude d'impact déposée par TransCanada au gouvernement du Québec serait toujours en cours d'analyse. Québec doit statuer que celle-ci est complète avant de lancer le processus du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

Le Devoir

ACTUALITÉS

HISTOIRE

Regards sur la prostitution à Montréal au XIX^e siècle

Entrevue avec Mary Anne Poutanen, lauréate du prix Lionel-Groulx

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Pour ses travaux pionniers sur la prostitution des femmes dans le Montréal du XIX^e siècle, l'historienne Mary Anne Poutanen vient de remporter le prix Lionel-Groulx, un des plus importants du genre. «Je ne savais même pas que j'étais en nomination. Beyond Brutal Passions n'est pas traduit encore en français. Nous cherchons un éditeur. Mais des prix que j'ai remportés dans ma carrière, c'est vraiment celui qui me fait le plus plaisir: c'est un prix québécois pour un sujet québécois.»

On a beaucoup écrit sur les prostituées au fil du temps, mais presque rien sur la prostitution à Montréal au début du XIX^e siècle. Elle y est pourtant florissante. En 1842, la ville compte 40 400 habitants. L'historienne a trouvé 200 femmes qui ont laissé des traces d'une manière ou d'une autre pour des activités publiques liées au commerce de leur sexualité. Mais ce n'est certainement pas ce qui fait l'intérêt des travaux de Mary Anne Poutanen, qui s'intéresse par ailleurs aux tavernes, à l'alcool et à la place des femmes dans un monde en mutation au XIX^e siècle.

«Ecrire à propos de la prostitution est une industrie», explique d'entrée de jeu en entrevue à son bureau de l'Université McGill. «Je voulais faire quelque chose de tout à fait différent. Je voulais trouver la voix des femmes, leur donner la parole, ce qui est très difficile. J'ai examiné les archives judiciaires, les journaux, tous les documents qui traitent de près ou de loin d'elles.»

Son travail nous donne à voir bien d'autres choses que des images figées de prostituées. Voici devant nous des femmes, des épouses, des sœurs. Elles vont au marché. Elles ont des relations sociales. Elles fréquentent l'Église. Elles utilisent aussi le cadre juridique pour faire valoir leurs droits. Elles appartiennent tout à fait à leur société, au-delà de l'image de marginales qu'on accole pour des motifs moraux à la prostitution.

«La réalité est que les hommes et les femmes ont des rapports sexuels. Cela ne tient pas à leur classe sociale. C'est un stéréotype de le croire. Le sexe compte dans un couple et en société, hier comme aujourd'hui. Cela reste important de tout temps, malgré les discours qui défendent une vision négative de la sexualité et de la libido. Même l'univers victorien n'étouffe pas la sexualité.»



Le texte montre des femmes, des épouses, des sœurs qui vont au marché et ont des relations sociales. Elles prennent part à la société montréalaise. PHILIPPE DU BERGER CREATIVE COMMONS

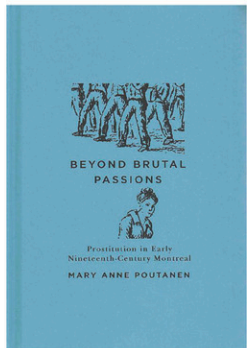
ceptes moraux. L'affaire est plus compliquée.»

Mary Anne Poutanen observe que, pour une petite portion de femmes, il s'agit de s'assurer de l'indépendance économique. «Ce sont des femmes qui s'habillent bien, qu'on voit en ville se déplacer sur de jolies carrioles.» Pour d'autres, il faut subvenir aux besoins de la famille, remplacer les revenus par exemple d'un mari malade ou tout simplement mort. Certaines exercent le commerce de leur corps à leur domicile familial, comme en témoignent des documents.

«Il y a beaucoup de plaintes, mais peu de poursuites. Ce sont des voisins souvent qui portent plainte. Il s'agit, je crois, d'une stratégie puisque cela coûte un peu d'argent pour s'engager dans un processus judiciaire. Par la plainte, on établit une stratégie qui permet de renégocier l'espace social. Tout est stratégie là-dedans. On sait qu'il existe des bordels. Mais on peut aussi vouloir indiquer qu'on n'apprécie pas que certaines personnes s'y trouvent. Quand une voisine porte plainte contre un bordel qui n'est pas forcément situé à côté de chez elle, cela peut indiquer que de l'argent quitte le domicile familial...»

La sexualité échappe en bonne partie à l'idéologie, explique l'historienne. «Il existe un discours des élites, un discours moral sur la sexualité envisagée comme devant être disciplinée. Dans les faits, des hommes de toutes les classes sociales se retrouvent dans les bordels pour satisfaire leurs besoins!»

Cette période correspond aussi à un moment où la bourgeoisie, celle qui sera bientôt propriétaire des usines, tente d'établir l'idée de la respectabilité: ne pas boire, exercer un contrôle sur soi, se maîtriser. «Ces idées qui nous apparaissent



L'historienne Mary Anne Poutanen a trouvé quelque 200 femmes ayant laissé des traces d'activités publiques liées au commerce du sexe au XIX^e siècle. ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

communes aujourd'hui suscitent beaucoup de résistance alors dans les classes populaires.»

Les relations avec la police sont par ailleurs complexes. «Les femmes qui sont dans la rue et les policiers occupent le même espace. Ils se connaissent. Beaucoup de policiers arrêtent des femmes parce qu'elles risquent de mourir d'hypothermie. D'ailleurs, celles-ci font des gestes précis pour se retrouver en prison afin de se loger. Il est vrai par ailleurs que d'autres sortent de prison en plein hiver et meurent de froid. Mais lorsqu'elles sont libérées en février, elles reviennent d'ordinaire en prison deux jours plus tard.»

Le cas de Mary Ann Green est à cet égard éloquent. Entre le début des années 1830 et 1842, elle est arrêtée 31 fois. Mais la plupart des femmes ne le sont qu'une fois ou deux. «Les règles ne sont pas aussi rigides qu'on pourrait le croire. Par exemple, les femmes arrêtées dont on sait pertinemment qu'elles vont mourir, on leur offre de l'alcool pour adoucir leurs derniers moments.»

Il existe alors des bordels et des prostituées dans tous les secteurs de Montréal, mais surtout près des centres de commerce, les marchés publics, les baraquements militaires. «Dans le

Vieux-Montréal, on trouve un bordel connu à côté d'une maison qui est la propriété d'un juge.»

La décennie des années 1830 est marquée par la montée d'une insatisfaction politique qui culmine avec les élans révolutionnaires de 1837-1838. «Durant cette période, on va engager plus de policiers. On a peur. On surveille les tavernes, les lieux où il peut y avoir des échanges. Évidemment, avec plus de policiers, il y aura plus d'arrestations.» On pourrait croire que le nombre de délits augmente bien qu'il s'agisse d'une erreur de perspective encore commune encore aujourd'hui. «Quand après l'écrasement des rébellions le nombre de policiers diminue, le nombre d'arrestations diminue aussi. Il y a vraiment souvent un problème de perspective avec la place de la prostitution!»

Le Devoir

BEYOND BRUTAL PASSIONS
PROSTITUTION IN EARLY
NINETEENTH-CENTURY MONTREAL
Mary Anne Poutanen
McGill-Queen's University Press,
Montréal, 2015, 432 pages

« En étudiant de près la prostitution, on se rend compte que les couches d'explication sont multiples. C'est une erreur de seulement considérer les femmes comme des victimes, selon des préceptes moraux. L'affaire est plus compliquée. »

Mary Anne Poutanen

ECM+ Ensemble contemporain de Montréal
Véronique Lacroix | Directrice artistique

pentaèdre

ECM+ et Pentaèdre présentent Slowind

Lundi 28 novembre 2016, 19h
Salle de concert du Conservatoire (4750 Henri-Julien, Montréal)

Quintette à vent Slowind (Slovénie)
avec la collaboration du Quintette à vent Artémis (Montréal)

Œuvres de: Globokar, Šenk, Aitken, Hosokawa, Rosing-Schow, Sciarrino et Bétournay

Info et réservation: www.ecm.qc.ca | 514 524-0173

Logos: L'ECM+ est en résidence au Conservatoire, Conseil des arts et des lettres Québec, Conseil des arts Canada, AIMA, LE DEVOIR, FONDATION SOCAN, Fondation PereLindsay

QUÉBEC

Le premier ministre plaide pour une hausse des transferts en santé

FANNIE OLIVIER
à Antananarivo

Philippe Couillard a profité d'une rencontre bilatérale avec Justin Trudeau en marge du Sommet de la Francophonie à Madagascar pour amener sur le tapis des dossiers chers au Québec, comme celui des transferts fédéraux en soins de santé.

Ses efforts n'ont toutefois pas semblé porter ses fruits, les deux politiciens n'étant pas en mesure de révéler de développements sur les sujets chauds.

Échanges

En point de presse dimanche peu avant la clôture officielle du Sommet de Madagascar, M. Couillard a indiqué avoir parlé de santé, de bois

d'œuvre, de subventions à Bombardier et de climat avec son homologue du fédéral.

Il a notamment plaidé en faveur d'une hausse de l'augmentation des transferts d'Ottawa aux provinces, qui doivent passer de 6 pour cent à 3 pour cent, dès l'an prochain. Il a également rappelé qu'en vertu du principe d'asymétrie, le Québec avait depuis 2004 le loisir de choisir ses priorités en santé, ce sur quoi «il n'y a aucun problème», selon M. Couillard.

Pour ce qu'y est de l'ampleur du transfert, M. Trudeau ne semble pas avoir changé son fusil d'épaule.

«C'est une conversation que j'ai souvent avec mes homo-

logues provinciaux, a-t-il signalé en point de presse. C'est sûr que je suis toujours en train d'écouter. Mais nous allons continuer de travailler ensemble pour nous assurer qu'on offre aux Canadiens et aux Canadiennes les meilleurs soins de santé à travers le pays.»

Une rencontre fédérale-provinciale se tiendra à Ottawa le 8 décembre et doit avoir pour thème la stratégie de lutte contre les changements climatiques. Plusieurs provinces et territoires demandent que les transferts en santé soient également à l'ordre du jour.



Philippe Couillard

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

FIDEL CASTRO 1926-2016

La naissance du mythe

Le personnage du leader révolutionnaire charismatique doit beaucoup à un reporter du *New York Times*

Le Fidel Castro qui se voulait un Don Quichotte-révolutionnaire-romantique doit une bonne partie de sa légende à un ancien journaliste du *New York Times*, Herbert L. Matthews. C'est en effet par les reportages de Matthews écrits au cœur de la Sierra Maestra que le mythe Castro s'est construit. Avec l'astucieuse complicité du principal intéressé. Récit.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

En février 1957, Fidel Castro est mort. Enfin : c'est là l'information alors diffusée par le régime du dictateur Fulgencio Batista, qui tente de freiner l'avancée des barbudos révolutionnaires de Castro. Ceux-ci ont débarqué à Cuba en décembre 1956 (en provenance du Mexique, où ils ont préparé la révolution), essayant illico le feu des troupes de Batista. En une semaine, près de 80% des 82 combattants meurent, et le gouvernement est convaincu d'avoir tué Castro. Ce qui n'est évidemment pas le cas. Mais ça, personne ne le sait.

C'est dans ces conditions que le journaliste Herbert Matthews, une vedette du *Times*, met les pieds à Cuba. L'homme est à la fois reporter et éditorialiste au journal, un statut hybride rare qui lui permet des textes très libres. Il a notamment couvert la guerre civile en Espagne. Pour l'histoire, Matthews aurait fortement inspiré le personnage de Robert Jordan, du roman *Pour qui sonne le glas* d'Ernest Hemingway, un bon ami du journaliste.

Ses partis pris transpirent dans ses papiers, non sans une certaine confusion : c'est ainsi qu'il soutient les fascistes italiens en 1935, avant d'écrire ouvertement contre Franco en Espagne l'année suivante... Dans le dossier cubain, Matthews se montre à l'évidence très sensible à la cause révolutionnaire de Castro, ce qui lui vaudra plus tard de sévères critiques qui entacheront sa réputation et mèneront à son tabassage au *Times*.

Mis en contact avec les guérilleros par personnes interposées, le reporter est le premier à se rendre au cœur de la

Sierra Maestra pour y rencontrer les révolutionnaires. Publié le 24 février 1957, le premier article de Matthews raconte en détail la rocambolesque aventure qui l'a mené à rencontrer Castro. Le scoop qu'il débusque à ce moment fait le tour du monde : «*Fidel Castro est toujours vivant et se bat durement et avec succès [dans] la Sierra Maestra cubaine*», révèle alors Herbert L. Matthews à la une du journal.

«*C'est la première nouvelle sûre indiquant que Castro est vivant et qu'il se trouve encore à Cuba. Personne en relation avec le monde extérieur n'a vu M. Castro [dernièrement], sauf l'auteur de ces lignes. Personne à La Havane, ni à l'ambassade américaine, avec toutes les ressources de collecte d'informations dont ils disposent, ne saura [ces informations] avant de lire ce reportage*», poursuit modestement Matthews.

La suite est haletante. Matthews fait la chronique d'un rendez-vous obtenu au prix de mille contorsions. Il fallait d'abord se rendre à Cuba sans

Le jeune Castro fait une forte impression sur le vieux journaliste, qui tracera de lui un portrait très enthousiaste

veiller les soupçons de la dictature, puis franchir les barages militaires sur les routes (la femme de Matthews lui servait de «*camouflage*», écrit-il, le couple feignant d'être en vacances), avant de rejoindre la région où Castro se cachait.

L'approche finale fut bien compliquée. Sous la pluie et en pleine nuit, Matthews et ses guides tentent d'atteindre le campement des guérilleros



En 1958, le jeune leader révolutionnaire (au centre), entouré de guérilleros, assiste à un concert donné dans la jungle cubaine.

tout en évitant les patrouilles militaires. Il faut parler à voix basse et marcher à couvert. Après s'être perdus et avoir patienté deux heures dans la boue sans pouvoir bouger, le groupe trouve finalement le campement, et Herbert Matthews est à même de constater que Fidel Castro «*is still alive and still in Cuba*», habillé de son biont célèbre treillis vert, carabine à la main.

La conversation qu'il entame alors durera quelques heures. Le jeune Castro fait une forte impression sur le vieux journaliste, qui tracera de lui un portrait très enthousiaste, pour ne pas dire dithyrambique. C'est ici que la légende du jeune Castro révolutionnaire-romantique naît.

On sent dans les articles

d'Herbert Matthews une véritable fascination pour le personnage. Le journaliste souligne l'«*extraordinaire éloquence*» de Castro, et parle d'un jeune doté d'un «*esprit politique plus que militaire. Il a de fortes idées de liberté, de démocratie, de justice sociale, de besoin de restaurer la constitution, de tenir des élections*».

Fabulations

Envoûteur, Fidel Castro dépeint pour Matthews le tableau d'une révolution qui, sur le terrain, est à des lieues de la description. Castro parle de milliers de combattants révolutionnaires, de nombreuses batailles gagnées et d'une victoire finale quasi inévitable. Matthews rapporte tout.

Et pourtant : Fidel Castro avouera plus tard s'être joué du journaliste ce soir-là. Lors du passage de Matthews, il n'y

avait en réalité que 18 barbudos dans l'équipe... Le va-et-vient observé par Matthews au campement secret n'était ainsi qu'une forme de mise en scène, où les mêmes révolutionnaires passaient et repassaient, donnant l'impression d'être beaucoup plus nombreux qu'en réalité.

Quoi qu'il en soit, la portée qu'a eue la diffusion de la série de trois articles écrits par Matthews fut phénoménale. Du jour au lendemain, Fidel Castro se faisait connaître du monde entier. Il avait réussi à sortir la guérilla de la Sierra en y faisant entrer un journaliste étranger qui, sensible à la cause, a succombé au charme de l'homme.

Et Matthews n'a jamais voulu changer son jugement sur Castro. Quand il est apparu au fil des ans que la révolution cubaine était bel et bien communiste et que Castro

n'était pas aussi «*pur*» que ce qu'il affirmait, Matthews a maintenu le tir. Mal lui en prit : les critiques ont plu sur lui. Pour certains, Matthews représentait même un autre Walter Duranty, du nom de ce journaliste du *New York Times* qui avait remporté un prix Pulitzer dans les années 30 avec une série d'articles faisant l'éloge de Joseph Staline.

L'affaire est restée célèbre dans les cercles journalistiques et cubains. En avril 2006, un autre journaliste du *NYT* (Anthony DePalma) est d'ailleurs revenu sur la polémique Matthews. Il en a tiré un livre (*The Man Who Invented Fidel*, aux éditions PublicAffairs — matière première de ce texte) qui défait avec brio tous les fils de la saga. Herbert L. Matthews est mort en 1977.

Le Devoir

PATRIMOINE RELIGIEUX

Québec accorde 600 000 \$ pour des travaux de restauration à Sherbrooke

ALEXANDRE SHIELDS

Québec a annoncé dimanche une subvention de 600 000 \$ pour des travaux de restauration à l'archevêché et à la cathédrale Saint-Michel de Sherbrooke. Il manque toutefois près de trois millions pour terminer les travaux nécessaires à la préservation de cette basilique cathédrale bien connue des Cantons-de-l'Est.

C'est le ministre de la Culture et député de Sherbrooke, Luc Fortin, qui a annoncé dimanche les montants accordés par Québec. Il s'agit concrètement d'un financement de 450 000 \$ pour la restauration de la toiture en ardoise de l'archevêché de Sherbrooke et de 154 725 \$ pour la reconstruction de la rampe d'accès universelle à la cathédrale Saint-Michel.

«*Notre gouvernement souhaite léguer aux générations futures un héritage historique, architectural et artistique qui contient l'ADN du Québec*», a fait valoir le ministre, par voie de communiqué. Selon lui, les deux bâtiments patrimoniaux, situés côte à côte au cœur de Sherbrooke, sont «*d'une importance majeure sur les plans local et régional*».

Malgré cette subvention,



LIBERTAD-PB CREATIVE COMMONS

La cathédrale Saint-Michel de Sherbrooke

versée par le Conseil du patrimoine religieux du Québec, il manque toujours près de trois millions de dollars pour parachever les importants travaux de restauration lancés en 2014 pour l'archevêché et la cathédrale Saint-Michel.

Cet édifice, dont la construction a été complétée en 1957, a en effet besoin de travaux totalisant 8,5 millions, notamment pour la toiture, la maçonnerie et l'intérieur.

Or, même si la restauration

progressive, la campagne de financement n'a toujours pas permis d'amasser tous les fonds nécessaires, a admis dimanche l'archevêque de Sherbrooke, M^{gr} Luc Cyr.

Le gouvernement pourrait-il bonifier son aide pour les travaux à venir? L'attaché de presse du ministre, Karl Fil-

lion, a expliqué au *Devoir* que le gouvernement accorde du financement «*par projets*» en ce qui a trait à la préservation du patrimoine religieux. C'était d'ailleurs le cas de l'annonce de ce dimanche, a-t-il précisé.

Selon lui, «*il n'est pas impossible*» que le gouvernement accorde d'autres sommes pour des projets qui seraient présentés en lien avec les travaux à la cathédrale et à l'archevêché. Québec accorde son aide en priorisant «*les projets les plus urgents*», a indiqué M. Fillion.

Il faut dire que l'enveloppe consacrée à la restauration du patrimoine religieux pour 2016-2017 s'élève à 10 millions de dollars, dans un contexte où plusieurs bâtiments auraient besoin de travaux importants et urgents.

À titre de comparaison, le gouvernement entend investir 100 millions de dollars par année, au cours des six prochaines années, pour restaurer les sites miniers abandonnés au Québec.

Le Devoir

Résultats des tirages du : 2016-11-26

649

Consultez les résultats du tirage du Lotto 6/49 à loto-quebec.com, avec l'application mobile ou chez votre détaillant.

10 14 16 44
19 46 48 compl.

Extra 7320991

Résultats des tirages du : 2016-11-25

Max

02 11 20 22 31 35 47 compl. 39

Prochain gros lot (approx.) : 30 000 000 \$

Extra 6896356

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Congédié?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Berlinale

Ours d'Or 66^e Internationale Filmfestspiele Berlin

★★★★ LE DEVOIR

"Gianfranco Rosi est un immense artiste doublé d'un éthicien penché sur les plus brûlants questionnements de l'heure."
- Odile Tremblay

FUOCOAMMARE
PAR-DELÀ LAMPEDUSA UN FILM DE GIANFRANCO ROSI

★★★★ Le Monde
"Rosi sculpte des images d'une splendeur tellurique."

★★★★ l'Humanité
"Un film époustouflant."

★★★★ L'express
"A voir absolument."

★★★★ fiches cinéma
"Un film extraordinairement beau, d'une intelligence rare."

★★★★ la Croix
"Le regard de Gianfranco Rosi n'est jamais posé à la légère."

★★★★ THE GLOBE AND MAIL
★★★★ The Guardian
The New York Times

filmswelike LUCE CINEMA KINO LORBER

PRÉSENTÉMENT EN SALLE

CINÉMA DU PARC 3275 AV DU PARC • MONTRÉAL
CINÉMATHEQUE QUÉBÉCOISE 333 BOUL DE MAISONNEUVE • MONTRÉAL
STATION VU 805 RUE HOCHÉLAGA 1001 • MONTRÉAL, EST
CINÉMA CARTIER 1019 AVENUE CARTIER • VILLE DE QUÉBEC

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Avis public

Montréal

Examen public

ADOPTION DES RECOMMANDATIONS
L'AVENIR DU SECTEUR MANUFACTURIER À
MONTRÉAL

La Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation a entrepris l'étude publique sur l'avenir du secteur manufacturier à Montréal au mois de juin 2016. La séance publique visant l'adoption des recommandations se tiendra :

Heure : 19 h

Date : Le lundi 12 décembre 2016

Lieu : Salle de conseil de l'hôtel de ville
Édifice Lucien-Saulnier, 155, rue Notre-Dame Est
Métro Champ-de-Mars www.stm.info

En raison des travaux, veuillez utiliser la porte du 510, rue Gosford.

Accessibilité :

Les personnes à mobilité réduite accèdent à l'hôtel de ville par la porte du côté est (510, rue Gosford). La salle est équipée d'un système d'aide à l'audition. Pour y avoir accès, il suffit de synchroniser la fréquence 100,3 sur la bande FM de votre baladeur. De plus, un service d'interprétation pour les personnes ayant des limitations auditives peut être offert sur demande, en communiquant avec le Service du greffe cinq jours à l'avance, sous réserve de la disponibilité d'interprètes.

Les citoyens ainsi que les représentants d'organismes qui désirent intervenir à la période de questions et de commentaires du public sont priés de s'inscrire 30 minutes avant le début de la séance ou de communiquer dès maintenant avec le Service du greffe. Veuillez prendre note qu'aucune inscription n'est requise pour assister à l'assemblée publique. Seules les personnes désirant prendre la parole sont invitées à s'inscrire. La documentation afférente à cette consultation publique est disponible sur le portail : www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Renseignements :

Service du greffe
Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 514 872-3000
commissions@ville.montreal.qc.ca
@Comm_MTL

Appel d'offres

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et
des transports

Direction des infrastructures

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

Catégorie : Travaux

Appel d'offres : 334501

Descriptif : Planage et revêtement bitumineux à divers endroits, dans les pistes cyclables de l'agglomération de Montréal

Date d'ouverture : 21 décembre 2016

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission
Renseignements : Pour toute question s'adresser à : appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 28 novembre 2016

Visite supervisée des lieux : ☒ N/A

Appel d'offres : 287405

Descriptif : Travaux de voirie, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal (P.M.I.R. 2017 réseau artériel et centre-ville).

Date d'ouverture : 21 décembre 2016

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission
Renseignements : Pour toute question s'adresser à : appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 28 novembre 2016

Visite supervisée des lieux : ☒ N/A

Appel d'offres : 288704

Descriptif : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sherbrooke et le boulevard Langelier.

Date d'ouverture : 21 décembre 2016

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission
Renseignements : Pour toute question s'adresser à : appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 28 novembre 2016

Visite supervisée des lieux : ☒ N/A

Appel d'offres : 329705

Descriptif : FM-018 - Promenade Urbaine « Fleuve-Montagne » - Travaux de planage, de pavage, de marquage et d'architecture du paysage, rues McGill Collège, Sainte-Catherine, Place Phillips, Côte du Beaver Hall, du Square-Victoria, McGill et Place D'Youville.

Date d'ouverture : 21 décembre 2016

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission
Renseignements : Pour toute question s'adresser à : appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 28 novembre 2016

Visite supervisée des lieux : ☒ N/A

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers les ou les soumissionnaires.

Montréal, 28 novembre 2016

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon



LES ENFANTS DU MONDE
ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

- ▲ comme coopérant
- ▲ comme bénévole
- ▲ comme donateur

(514) 387-2541, poste 240

Nous vous aiderons à les aider

www.monde.ca

Avis public

Montréal

Examen de la conformité d'un règlement
modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de
Montréal au Schéma d'aménagement et de
développement de l'agglomération de Montréal

Avis public est donné à toute personne habile à voter du territoire de la Ville de Montréal :

Le règlement 04-047-173 intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » a été adopté par le conseil de la Ville à son assemblée du 21 novembre 2016.

Il modifie la carte intitulée « L'affectation au sol » pour l'arrondissement de Ville-Marie de façon à ce que l'ensemble du site des immeubles situés aux 1980 à 2080, boulevard René-Lévesque Ouest soit maintenant de secteur résidentiel. Il modifie également la carte intitulée « Les limites de hauteurs » afin que la hauteur maximale permise pour ce secteur soit maintenant de 65 m.

Conformément aux dispositions des articles 137.11, 137.12 et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1), toute personne habile à voter du territoire de la municipalité peut demander par écrit à la Commission municipale du Québec son avis sur la conformité de ce règlement au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. La demande doit être transmise à la Commission dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Si la Commission reçoit, d'au moins 5 personnes habiles à voter du territoire de la municipalité, une demande faite conformément à l'article 137.11 à l'égard de ce règlement, celle-ci doit, dans les 60 jours qui suivent l'expiration du délai prévu à cet article, donner son avis sur la conformité du règlement 04-047-173 au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Montréal, le 28 novembre 2016

Le greffier de la Ville,
M^{re} Yves Saindon

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

Avis public

Montréal

ENTRÉE EN VIGUEUR DE RÉGLEMENTS

Avis est donné que le conseil de la Ville, à son assemblée du 21 novembre 2016, a adopté les règlements suivants :

16-064 Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé au 2450, chemin de la Côte-Sainte-Catherine.

16-037 Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel aux 1980 et 2080, boulevard René-Lévesque

14-049-2 Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (14-049). Cette modification soustrait de l'application du règlement 14-049 les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels.

Ces règlements entrent en vigueur en date de ce jour. Ils sont disponibles pour consultation durant les heures normales de bureau au Service du greffe, 275, rue Notre-Dame Est et peuvent également être consultés en tout temps, sur le site Internet de la Ville :

www.ville.montreal.qc.ca/reglements

Montréal, le 28 novembre 2016

Le greffier de la Ville,
M^{re} Yves Saindon

Appel d'offres

Montréal

Service de l'eau

Direction de l'eau potable

Des soumissions, sont demandées et devront être reçues, avant 10h30, à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

Catégorie : Travaux

Appel d'offres : 10210

Descriptif : Construction d'une canalisation en tunnel pour l'alimentation en eau brute de l'usine Atwater

Date d'ouverture : Le 25 janvier 2017

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission

Renseignements : Pour toute question s'adresser à M. Guillaume Richard, ing. coordonnateur de projet : dep-ao@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 28 novembre 2016.

Visite supervisée des lieux : ☒ N/A, ou

☒ Oui, obligatoire :

Si la visite supervisée des lieux est obligatoire, la date limite pour prendre rendez-vous est le 9 décembre 2016 à 16h00, à l'adresse courriel suivante : dep-ao@ville.montreal.qc.ca

Les visites auront lieu les 13 décembre et 14 décembre inclusivement, selon l'horaire suivant : 9h00 à 12h00 et 13h00 à 16h00.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers les ou les soumissionnaires.

Montréal, le 28 novembre 2016

Le greffier de la Ville,
M^{re} Yves Saindon

Appel d'offres

Montréal

Direction générale adjointe –
Services institutionnels
Service de l'approvisionnement

Appel d'offres : 16-15696

A89 - Acquisition d'une (1) rétrocaveuse à traction sur quatre (4) roues avec équipements et accessoires

L'ouverture des soumissions prévue pour le 28 novembre 2016 est reportée au 12 décembre 2016 à 14 h dans les locaux du Service du greffe de l'hôtel de ville.

Montréal, le 28 novembre 2016

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

Appel d'offres

Montréal

Direction générale adjointe – Services
institutionnels

Service de l'approvisionnement

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous (pour les ouvertures après le 1er janvier 2017 avant 10h30), au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

Catégorie : Biens et services

Appel d'offres : 16-15724

Descriptif : Acquisition de trois (3) opérateurs de vanne sur remorques, trois (3) manipulateurs de vanne portatif et services de mise à niveau de deux (2) opérateurs de vannes hydraulique

Date d'ouverture : 14 décembre 2016

Dépôt de garantie : Aucun

Appel d'offres : 16-15739

Descriptif : A57 - Fourniture et livraison de béton avec bétonnière mobile, 12 mois

Date d'ouverture : 14 décembre 2016

Dépôt de garantie : 5 % (Cautionnement et/ou chèque visé)

Renseignements : Éliane Clavette, agente d'approvisionnement : 514 872-1858

Appel d'offres : 16-15764

Descriptif : Acquisition d'ensembles de dégèluses de conduites d'eau sur remorque

Date d'ouverture : 14 décembre 2016

Dépôt de garantie : Aucun

Renseignements : Geneviève Fortin, agente d'approvisionnement : 514 872-4437

Appel d'offres : 16-15723

Descriptif : Aménagement d'un (1) camion de marquage de lignes de signalisation sur un châssis de camion 4 x 2 fourni par la Ville

Date d'ouverture : 11 janvier 2017

Dépôt de garantie : 2 % (Cautionnement et/ou chèque visé)

Renseignements : Renée Veillette, agente d'approvisionnement : 514 872-1057

Catégorie : Services professionnels

Appel d'offres : 16-15626

Descriptif : Services professionnels en gestion de projet et support technique pour la réalisation du plan stratégique des espaces administratifs de la Ville de Montréal

Date d'ouverture : 14 décembre 2016

Dépôt de garantie : Aucun

Renseignements : Matthieu Crôteau, agent d'approvisionnement : 514 872-6777

Appel d'offres : 16-15643

Descriptif : Services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Date d'ouverture : 14 décembre 2016

Dépôt de garantie : Aucun

Renseignements : Yves Belleville, agent d'approvisionnement : 514 872-5298

Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 28 novembre 2016.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers les ou les soumissionnaires.

Montréal, 21 novembre 2016

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

(paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de :
9266-0372 QUÉBEC INC.
2250, Harmony #7
Montréal (QC) H2K 3P9

« DÉBITRICE »

AVIS est par les présentes donné que la faillite de la compagnie débitrice est survenue le 22 novembre 2016. La première assemblée des créanciers sera tenue le 7 décembre 2016 à 11h00, au bureau du Syndic, 1102, boulevard Moody, #200, Terrebonne.

Daté à Terrebonne, ce 22^e jour de novembre 2016.

Gilles Noisoux, SAI
NOISOUX SYNDIC INC.
1102, boul. Moody
Bureau 200
Terrebonne (QC) J6W 3K9
Tél. : (450) 492-0200
1 (866) 492-0200

Noisoux syndic inc.
Syndic de faillite - Liquidateur

SLA : 3 lettres du mot paralysie

La SLA vous enlève TOUT, sauf votre lucidité

Aidez-nous à vaincre cette maladie mortelle qui tue 3 Québécois par semaine !

(514) 725-2653

1-877-725-7725
(sans frais)

Fondation québécoise du cancer
Du soutien au quotidien

Don in memoriam
En souvenir d'un être cher

1 877 336-4443
www.fqc.qc.ca

Appel d'offres

Montréal

Services institutionnels

Gestion et planification immobilière

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

Catégorie : travaux

Appel d'offres : 5882

Descriptif : Construction du Centre de services animaliers municipal (CSAM) – Déménagement du clos des parcs – Lot 0.

Date d'ouverture : 21 décembre 2016

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission (cautionnement, chèque visé ou garantie bancaire).

Renseignements : pour toute question, s'adresser à : immeubles.soumissions@ville.montreal.qc.ca

Visites : Les visites sont individuelles. La date limite pour prendre rendez-vous est le 14 décembre 2016, à midi. Les visites auront lieu du 30 novembre 2016 au 16 décembre 2016 inclusivement, selon l'horaire suivant : 9h, 11h et 13 h. Pour prendre rendez-vous, s'adresser à : [immeubles.soumissions@ville.montreal](mailto:immeubles.soumissions@ville.montreal.qc.ca)

SOCIÉTÉ

#CHRONIQUEFD

L'enfer, ce n'est pas les autres

FABIEN DEGLISE



Ce n'est jamais mauvais de s'éloigner de temps en temps de la ville pour malmener les préjugés ambiants, au contact de ses régions éloignées que l'on aime dire trop homogènes, trop conservatrices, trop blanches, trop intolérantes et trop repliées sur elles-mêmes et sur le romantisme d'un passé.

Caricature? Sans doute et particulièrement samedi après-midi dans une librairie indépendante de Matane, en Gaspésie, où une diversité de couleurs et d'accents se côtoyaient dans l'exiguïté d'un espace rassemblant les humains autour des lettres et des idées. Il y avait le soleil des Caraïbes dans le français d'un père venu avec ces deux filles glaner un livre dans la section jeunesse, des accents de Montréal, de la Côte-Nord, un jeune les yeux maladivement collés sur le contenu d'un livre de science, une femme d'âge mûr à côté des livres de poche, le tout dans une normalité évidente qui devient forcément gênante à souligner.

Dans ce Québec des régions qui déjoue facilement les images d'Épinal, terminer la lecture de *Cosmopolitisme et démocratie* (PUF) du professeur de philosophie Michaël Fœssel et du politologue Louis Lourme ne peut que prendre une autre densité.

Le cosmopolitisme « agit comme une instance de délégitimation de la violence » entre les États, « favorise la paix » et devient « l'agencement institutionnel transnational » à souhaiter, de manière prioritaire, pour la suite des choses

cette même mondialisation], elle ne contredit nullement l'édification de mur d'un nouveau genre qui associe désir de sécession sociale ou ethnique, défiance à l'égard des immigrés et mélancolie sécuritaire ».

Toutes ressemblances avec un présent troublé, avec ses populismes belliqueux, ses falsifications à des fins démagogiques ne sont certainement pas fortuites.

Alors que les masses d'air idéologiques contradictoires laissent présager une météorologie sociale instable et incertaine, Fœssel et Lourme estiment que le cosmopolitisme, tout en étant un concept à convoquer désormais pour parler de démocratie, « constitue une manière d'échapper aux conflits qui agitent la fortune ».

Le cosmopolitisme « agit comme une instance de délégitimation de la violence » entre les États, « favorise la paix » et devient « l'agencement institutionnel transnational » à souhaiter, de manière prioritaire, pour la suite des choses, estiment les auteurs de l'essai.

Il y a quelque chose d'inspirant à lire ce fragment de philosophie politique qui, régulièrement, fait remonter à la surface cette déclaration nauséabonde faite par le fils de Donald Trump lors de la dernière campagne électorale aux États-Unis pour imager, à l'intention des masses courtisées par son père, la menace terroriste que ferait peser l'immigration sur l'Amérique. Junior — c'est son nom — avait alors comparé la chose à un bol de Skittles dont trois de ces bonbons populaires et multicolores seraient empoisonnés. « En prendriez-vous une poignée », avait-il demandé? La bêtise, dans ce bas monde, prend de plus en plus des chemins étonnants.

Le cosmopolitisme change la perspective sur ce bol en soulignant que la « citoyenneté mondiale renvoie à la conscience que possède l'homme d'appartenir à un Tout qui transcende la séparation entre les cités et garantit au sage la paix de l'âme », peut-on lire dans l'essai. L'enfer ne peut plus être « les autres », puisque ses autres, c'est aussi nous.

Etrangement, il y a quelques jours dans nos pages, l'écrivain Yann Martel rappelait que c'est par le livre et la lecture que l'humain atteint le mieux l'empathie et la compassion en s'exposant à la vie des autres, en se mettant dans la peau des autres pour saisir l'universel qui façonne la diversité. Diversité attirée par les livres un samedi après-midi dans une librairie de Matane, comme cela a été le cas pour des millions de lecteurs au même moment, des verts, des jaunes, des rouges, des bleus un peu partout à travers le monde, fort probablement.

chroniquefd@ledevoir.com
sur Twitter: @FabienDeglise



La naissance dans l'œil des pères

L'historienne Andrée Rivard retrace l'histoire de l'accouchement du point de vue masculin au Québec

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Les pères ont joué un rôle plus important qu'on le croit dans la lutte pour l'humanisation des naissances, postule l'historienne Andrée Rivard, qui publie ces jours-ci un ouvrage qui retrace l'expérience des hommes autour de l'accouchement au Québec, de 1950 à 1980.

Dans son précédent essai, *Histoire de l'accouchement dans un Québec moderne*, elle documentait de manière inédite le point de vue des femmes. « Ma grande hypothèse, c'était qu'elles étaient le principal moteur du changement social, explique-t-elle en entrevue. Mais mon livre sur les pères m'a amenée à réaliser que les hommes ont été très importants aussi dans ce changement. Que leur implication a peut-être même fait la différence ».

Les luttes des femmes, souvent, trouvent écho lorsque des hommes prennent le porteur, remarque-t-elle, et en matière d'humanisation de l'accouchement, ça aurait peut-être, encore une fois, été le cas.

« Quand les hommes mettent un enjeu sur la place publique, tout à coup, on écoute! », lance l'historienne.

Il y a d'ailleurs beaucoup plus d'intérêt autour de son plus récent livre qu'autour du précédent, remarque-t-elle. « J'ai l'impression que l'histoire de l'accouchement du point de vue des femmes, c'est comme si c'était implicite, qu'on savait tout. Quand arrive la question des pères, l'intérêt est supérieur, car on a l'impression de reconnaître cet aspect », remarque-t-elle. « Pourtant, on ne connaît pas plus l'histoire de l'accouchement du point de vue des femmes que des hommes. Je dirais même que, d'un point de vue féministe, il y a une invisibilisation de l'acte d'accoucher ».

1950: le père exclu

« Le rôle du père fluctue et va continuer à fluctuer », conclut M^{me} Rivard au terme de ses recherches. La chargée de cours à l'Université du Québec à Trois-Rivières et chercheuse associée à la Chaire Claire-Bonenfant de l'Université Laval nous rappelle que, si la mémoire collective a retenu surtout l'absence historique des pères au moment de l'accouchement, cette exclusion fut somme toute brève, au cours des années cinquante et soixante.

« Quand on observe les travaux des historiens, on peut voir que les pères, avant les années cinquante, étaient beaucoup plus présents qu'on le croit. Souvent, ça se passait à la maison. On évalue que 30% étaient présents », rappelle-t-elle.

Dans les années cinquante, « tout bascule », dit-elle. Avec la médicalisation des naissances, la majorité des accouchements qui avaient lieu auparavant à domicile surviennent maintenant à l'hôpital.

« Les médecins, ça les énervait de se sentir surveillés », rapporte Andrée Rivard. En plus, les accouchements étaient tellement médicalisés, le père n'avait rien à faire là. Les femmes recevaient des analgésiques, leur conscience était altérée et elles étaient totalement prises en charge », rappelle-t-elle.

1970: la transition

Dans les années soixante-dix, le mouvement d'humanisation des naissances prend forme, et des couples refusent le modèle de l'accouchement sous anesthésie générale, dans une salle d'opération où le père est interdit d'accès.

Des livres qui valorisent l'accouchement plus naturel et décrivent la naissance comme une expérience de couple remportent beaucoup de succès. *Futur père*, d'Yvette Pratte-

Marchessault, paraît en 1977 et est vendu à plus de 20 000 exemplaires. Pour une naissance sans violence, du D^r Frédérick Leboyer, a un grand retentissement quand il est édité en 1974. Le débat autour de la naissance prend de plus en plus de place dans la sphère publique et les couples commencent à réclamer plus de liberté.

« Il y a une véritable pression auprès des médecins pour inclure les pères. Des parents commencent à magasiner leur hôpital », rapporte M^{me} Rivard.

Aussi les médecins font-ils de premiers pas dans cette direction. « Au début, on va les accepter, mais avec un encadrement serré. Ils vont entrer dans la salle d'accouchement deux minutes pour voir le bébé émerger! »

Le soutien

La présence du père deviendra peu à peu désirée. « Avec la rationalisation dans le système de santé au milieu des années soixante-dix, le nombre d'infirmières diminue et, tout à coup, on trouve les pères bien utiles », remarque M^{me} Rivard.

L'arrivée de l'anesthésie péridurale, qui permet de soulager les douleurs de la parturiente sans altérer sa conscience, favorise la présence des hommes. « Ça a facilité l'intégration des pères, croit l'historienne. Dans ces accouchements tout aussi médicalisés qu'avant, mais différemment, on a fait une place aux pères. »

De leur côté, les sages-femmes ont intégré les pères au processus de l'accouchement physiologique. Contrairement à ce qui survient généralement à l'hôpital, où les hommes sont vus comme les supporteurs de leurs conjointes, les sages-femmes s'en préoccupent. « On veut non seulement les intégrer, mais aussi les accompagner », dit M^{me} Rivard. Il n'a pas porté l'enfant dans son corps, mais dans son cœur et dans sa tête. Il vit des choses intenses lui aussi! »

Le revers de la médaille

Aujourd'hui, la présence des pères lors de l'accouchement est devenue incontournable. Et ceux qui ne souhaitent pas être présents? demande l'infirmière et chercheuse Francine de Montigny en postface de cet essai.

« Rarement des pères osent dire leur malaise et exprimer le souhait de ne pas être présents », remarque-t-elle. « La pression sociale d'assister à la naissance prend source autant dans l'entourage des pères [...] que dans l'environnement professionnel. »

Elle se demande « quelle est la liberté des hommes de choisir ou non d'être présents » dans ce contexte et plaide pour que le père soit reconnu comme « personne à part entière, ayant sa propre expérience des événements ».

André Rivard espère pour sa part que les intervenants en périnatalité sauront maintenant s'adapter aux réalités multiples de la naissance: couples lesbiens, couples homosexuels et mères porteuses, réalités culturelles différentes, grossesses chez les personnes trans. Pour elle, « il ne faut pas se convaincre que nous avons maintenant LA bonne manière de voir les choses, ou que le deuxième parent est toujours un homme. »

Le Devoir

DE LA NAISSANCE ET DES PÈRES

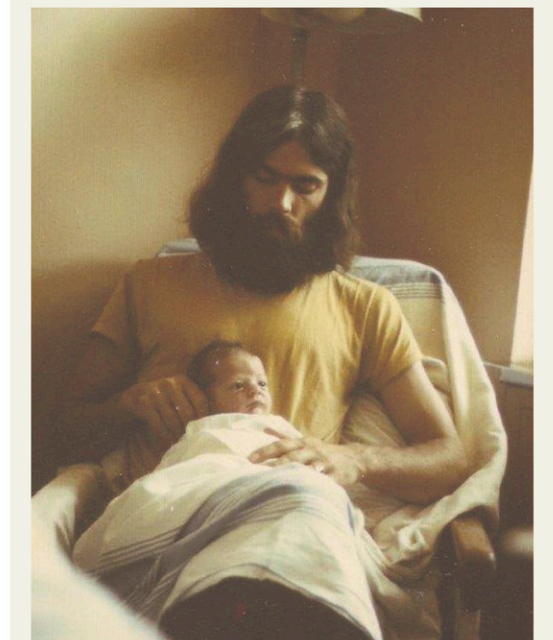
Andrée Rivard en collaboration avec Francine de Montigny
Les éditions du remue-ménage
Montréal, 2016, 189 pages.



PHOTO/ILLUSTRATIONS LA MÈRE CANADIENNE ET SON ENFANT
Dans les années soixante, les livres de préparation à l'accouchement invitent le nouveau papa à s'impliquer dans les tâches ménagères.



Les parents témoignent



1965

« J'étais partie sur une civière dans la salle d'accouchement [...] Puis arrive une autre infirmière qui me dit: "Monsieur doit sortir! Monsieur n'a pas la permission d'être ici." [...] Puis l'autre infirmière me disait: "C'est très bien, on va appeler la police!" »

Témoignage de Christine, dont l'enfant est finalement né avant que la police n'arrive à déloger ce père « indésirable ».

1976

« Je les ai vus lutter pour dégager notre bébé pris dans le bassin d'Hélène. Quand ils ont réussi à la dégager, il m'a semblé qu'il était mort. Il n'était pas mort, juste endormi par l'anesthésie générale. [...] [Puis], j'ai vu mon fils, il était très éveillé. C'est comme si je me regardais moi-même. [...] Cela n'a pas duré longtemps, mais c'était beau et je m'en souviens encore. »

Témoignage de Steve sur la naissance de Nicholas par césarienne

1979

« Le médecin m'a apporté l'enfant. C'est moi qui l'ai lavé. [...] Ça été un accouchement tout à fait différent de celui [de ma fille aînée]. Ma participation était plus grande, plus active, plus présente. [...] Je n'avais pas été spectateur, j'avais été dans le phénomène là, l'accouchement. »

Carol, qui a obtenu avec sa femme Denis que leur enfant naisse à l'hôpital selon l'approche « sans violence » du D^r Frédérick Leboyer

1983

« C'est la première fois que j'assiste à la naissance d'un de mes enfants. Avant, je faisais les cent pas dans le couloir. C'est une occasion de se rapprocher encore plus les uns des autres. »

Barthélémy, dont la conjointe, Yvette, avait accouché en chambre de naissance à l'hôpital de Beauceville, un concept innovant à l'époque.

Source: De la naissance et des pères, Andrée Rivard, extraits.

ÉDITORIAL

FIDEL CASTRO

L'effacement

Mort dans le silence du soir, rattrapé par le grand âge, après avoir été pendant plus de 60 ans une prodigieuse épine au pied des États-Unis... Fidel Castro restera un mythe, puisque ainsi en décidera une certaine lecture de l'histoire, mais les Cubains, eux, ont au moins l'assurance aujourd'hui qu'il était bel et bien mortel. Son décès n'annule pas le régime autoritaire qu'il a bâti; il n'en libérera pas moins la parole.

S

ur les réseaux sociaux et les sites d'opposition en ligne, peu accessibles au commun des Cubains, la dissidence s'exprimait en fin de semaine face à la déification dans laquelle le régime et une partie de l'opinion internationale s'apprentent à envelopper *el comandante*: «L'histoire ne l'acquittera pas», titrait Cubanet, en clin d'œil au célèbre «Condamnez-moi, peu importe; l'histoire m'acquittera», solennellement prononcé par Fidel Castro à son procès en 1953, suivant l'attaque ratée contre la caserne de la Moncada, à Santiago de Cuba.

Sur Twitter, la blogueuse et journaliste indépendante Yoani Sanchez a écrit avec nuance: «Certains prennent congé de lui avec douleur, d'autres avec soulagement, mais la grande majorité avec une touche d'indifférence... Au petit matin, le silence s'étend, la peur est palpable dans l'atmosphère, des jours compliqués nous attendent.» Et elle ajoute: «Nous avons survécu à Fidel Castro. [...] L'homme qui a décidé chaque détail de la Cuba où je suis née et j'ai grandi n'est plus là: une étrange légèreté s'étend sur l'île.»



GUY
TAILLEFER

Une étrange légèreté... En attendant que la parole se libère et qu'elle se démocratise un peu, puisque le peuple cubain aura bien appris pendant toutes ces décennies à interioriser son opposition, il faut bien parler de l'homme, comme il était en effet un *one man show*, bouffi d'orgueil de l'avis même de ceux qui l'adulaient, incapable d'admettre ses torts. Un mauvais perdant, disait son ami Gabriel García Márquez. Un homme qui voulait toujours avoir raison — une attitude qui lui fera commettre des gestes aux impacts dévastateurs pour la population dans le champ du développement agricole, notamment.

Il ne s'agit pas ici de minimiser le moindrement le déni d'autodétermination induit par l'odieux embargo imposé par les États-Unis depuis le début des années 60. Fidel Castro fait sa révolution en 1959 et chasse la dictature de Batista dans un contexte où Washington et les intérêts commerciaux qu'il défend nient — et continueront longtemps de nier — les droits de la personne et démocratiques partout en Amérique latine. Cinq ans plus tôt, en 1954, le président progressiste du Guatemala, Jacobo Arbenz, avait été renversé dans un coup d'État fomenté par la CIA. En 1973 au Chili, au tour de Salvador Allende... Castro aura été encensé à juste titre au sein de la gauche latino-américaine pour la résistance salutaire et inspirante qu'il a opposée pendant un demi-siècle, en pied de nez, aux diktats américains.

Pour autant, il faut faire preuve d'aveuglement idéologique pour mettre toute la dérive autoritaire de Castro sur le dos de l'embargo américain. Cet embargo aura eu le dos bien large. Et c'est peut-être là l'erreur la plus triste et la plus désolante qu'ait commise ce fruit singulier de l'histoire contemporaine que fut Fidel Castro: que Cuba sous son joug ait été dans le monde un faisceau d'opposition résiliente aux lois de l'impérialisme américain, et qu'à l'intérieur de l'île, il ait pris soin de manière extraordinaire de la santé et de l'éducation de la population, mais qu'au nom de l'«*unité du peuple*» et de la «*dignité nationale*», il n'ait jamais accepté d'ouvrir la porte aux droits politiques de ceux et celles qui, dans la société cubaine et l'Église catholique, lui présentaient des objections légitimes.

D'où la fossilisation du régime castriste, pendant qu'ailleurs en Amérique latine, les sociétés civiles et les droits démocratiques se développent, par à-coups certes, mais se développent tout de même.

Avait-il le choix? Oui. L'URSS n'existe plus. Cuba n'est plus prisonnière de la dynamique de la guerre froide. Depuis au moins vingt ans.

Peut-être a-t-il voulu mourir plutôt d'avoir à composer avec l'arrivée du président Donald Trump, ironise *The Nation*, journal de gauche américain. Au crépuscule de sa vie, Fidel a maintes fois mis en garde ses compatriotes, non sans raison, contre le «*fascisme néolibéral*» qui risquait de polluer la société cubaine avec le dégel amorcé sous Obama. On attend du plus pragmatique Raúl Castro qu'il avance sur la voie de ce réchauffement, mais de façon très prudente, s'agissant de préserver les intérêts du régime. Qui voudrait voir Cuba, par ailleurs, devenir la démocratie malade qu'elle devient aux États-Unis de M. Trump?

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES

Rédactrice en chef LUCE JULIEN

Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN

Vice-présidente des ventes publicitaires LISE MILLETTE

Directeur des finances STÉPHANE ROGER

Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS

Adjoints PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Conflit d'intérêts!

Les Sioux de Standing Rock, une réserve indienne de 9 251 183 km² à cheval sur les deux Dakota aux États-Unis, s'opposent farouchement à la construction sur leur territoire ancestral du Dakota Access Pipeline, qui transportera quotidiennement 470 000 barils de pétrole vers l'Illinois. Comment le président désigné, Donald Trump, arbitrerait-il correctement ce conflit musclé à compter du 20 janvier s'il garde ses actions dans Energy Transfer Partners (ETP), la compagnie chargée de la construction de l'oléoduc? Il est certain à 100% que son appui n'ira pas aux Amérindiens, mais à ETP, dont le p.-dg. a d'ailleurs versé — sage précaution —, 100 000\$ à sa campagne présidentielle. Révoltant! Tout mon soutien va à David Archambault II (un patronyme d'origine française), président de la réserve indienne, et aux 8250 Lakotas y résidant.

Sylvio Le Blanc

Montréal, le 27 novembre 2016

Souvenirs de Cuba en 1959

J'ai eu le grand privilège d'être à Cuba, en août et septembre 1959, au moment de la libération des plages. Un moment unique, magique. J'ai eu aussi l'honneur de croiser Fidel Castro dans un petit resto de La Havane et de le croquer sur mon appareil-photo dégustant un repas chinois accompagné de la boisson la plus populaire de l'île après le rhum, le Coca-Cola. J'ai pensé que le court récit qui suit, écrit à l'époque et toujours conservé, pourrait intéresser les lecteurs de *Devoir*. Fin

août 1959, un ami, chef scout, Maurice Da Silva, est à la recherche d'un couple avec voiture pouvant accompagner ses scouts pour quinze jours à Cuba afin de leur faire découvrir l'île qui a été libérée six mois auparavant. Nous devons fournir la voiture et l'essence. Le reste nous sera offert gratuitement, c'est-à-dire le gîte (sous la tente) et le couvert. Mon mari, Michel Chalvin, le poète Olivier Marchand et moi-même acceptons le défi. C'est une expérience unique. Traverser les États-Unis jusqu'à Key West où nous laissons les voitures pour prendre un ferry-boat qui nous amène à l'île de Cuba en quelques heures. Les chauffeurs-accompagnateurs logent dans un hôtel minable pendant que les scouts campent dans un parc municipal de La Havane. Nous allons le lendemain à Varadero pour visiter la campagne adjacente. Au hasard d'un arrêt dans un bistro, nous apercevons Fidel Castro accompagné de trois militaires qui mangent à une table voisine. Il accepte que des «Canadiens» le photographient, mais non des «Americanos». Nous sommes très impressionnés. Il y a des revolvers déposés sur une table à deux pas de nous... Le plus beau souvenir que je garde de ce voyage, c'est d'avoir assisté à la libération des plages. Les Américains, propriétaires de luxueuses villas au bord de la mer avaient élevé de hautes clôtures pour protéger leurs propriétés et les plages, interdisant ainsi aux Cubains l'accès à la mer. Or, six mois après la Révolution, le nouveau gouvernement ordonne la suppression des clôtures. À partir de onze heures du matin par un beau dimanche ensoleillé de septembre, toutes les plages sont ouvertes aux Cubains.

C'est par milliers qu'hommes, femmes et enfants, la plupart vêtus de jeans et de t-shirt, courent sur la plage et se jettent à la mer. Un désir brimé depuis tant d'années! Avoir enfin accès à la mer... Je garderai toujours gravés dans ma mémoire la joie, le bonheur et l'ivresse de ce peuple libéré.

Solange Chalvin, ex-journaliste du *Devoir*

Le 26 novembre 2016

Mieux vaut changer

La Presse canadienne nous fait part d'une déclaration du premier ministre, Philippe Couillard: «Aux yeux du premier ministre Philippe Couillard, le chef péquiste Jean-François Lisée change d'idée comme il change de chemise.» M. Couillard, il n'y a que les fous qui ne changent pas d'idées. Je préfère ceux qui sont assez intelligents pour, après mûres réflexions et à l'écoute du peuple, sont capables d'un mieux; que d'un obstiné dans ses positions, comme vous pouvez l'être M. Couillard! A maintes reprises nous avons pu constater cet entêtement, plus particulièrement concernant le projet de loi 62; des experts et de nombreux groupes non seulement ne partagent pas votre vision de la neutralité, mais demandent d'abolir ce projet. Non seulement vous refusez, mais vous voulez l'imposer contre la volonté des citoyens. En plus, vous semblez prendre la tactique et la stratégie de Trump, attaquer, calomnier, mentir au sujet de l'adversaire.

Andréa Richard

Trois-Rivières, le 27 novembre 2016

L I B R E O P I N I O N

DPCP: une décision prévisible, mais profondément injuste

LORRAINE GUAY

Militante féministe

DIANE LAMOUREUX

Professeure, département de science politique, Université Laval

LOUISE LANGEVIN

Professeure, faculté de droit, Université Laval

La décision de la Direction des poursuites criminelles et pénales de n'engager aucune poursuite contre les policiers de la SQ du poste de Val-d'Or ne nous a pas surprises. Elle nous indignait toutefois et nous partageons le sentiment de désarroi et de colère des femmes autochtones qui l'ont dénoncée.

Nous pensons, à l'instar de l'observatrice indépendante Fannie Lafontaine, qu'une telle enquête n'était probablement pas le cadre le plus approprié pour traiter les enjeux soulevés par les femmes autochtones. On peut difficilement régler un problème politique et personnel par des moyens judiciaires. Car il y a autre chose en jeu ici: à la fois le racisme et le sexisme systémiques qui nourrissent la triste réalité des femmes autochtones et de celles disparues ou assassinées pour lesquelles le gouvernement fédéral a créé une commission d'enquête dont

nous espérons que les conclusions ne finiront pas sur des tablettes.

Quand des policiers enquêtent sur d'autres policiers, le soupçon de partialité est toujours présent, d'autant plus que ceux-ci manifestent un esprit de corps très important. De plus, de telles enquêtes ne peuvent viser que des cas précis et non mettre en cause la logique d'un système. Or il nous semble que l'attitude de la police envers les autochtones est profondément teintée de racisme et que celui-ci est systémique.

Ce racisme s'inscrit dans les politiques coloniales que les divers pouvoirs politiques ayant existé sur le territoire du Québec et du Canada depuis sa «découverte» au XVI^e siècle ont entretenues à l'égard des populations autochtones. Ce colonialisme engendre la tendance à traiter les autochtones comme des administrés dénués de droits (logique de la Loi sur les Indiens) dont on peut piller le territoire et qui ne bénéficient aucunement du respect et de la dignité qui sont pourtant garantis par nos Chartes. Un tel colonialisme produit trop souvent une impunité pour les corps policiers qui en sont le bras armé puisque les vies des autochtones sont considérées et sont construites comme des vies n'étant pas dignes d'être vécues, ce qui en fait une sorte de population jetable. Il en résulte un racisme systémique à l'égard des autochtones qui s'exprime à la fois

dans des conditions de vie s'apparentant à celles du tiers-monde et par une violence qui n'est pas réfrénée par la loi puisque leurs auteurs peuvent jouir d'une impunité.

Dans le cas des femmes autochtones, ce racisme se conjugue avec un sexisme tout aussi systémique qui fait en sorte que la culture du viol puisse exister et prospérer. Là encore, l'impunité est trop souvent de mise. Dans un monde où on peut se faire élire à la présidence des États-Unis en pensant que richesse et célébrité permettent de traiter les femmes comme des objets à disposition des riches et célèbres et où un animateur de radio est innocenté parce que les plaignantes ne sont pas des «témoins crédibles», il est plus que nécessaire de dire aux femmes autochtones de Val-d'Or et d'ailleurs que nous les croyons et que nous admirons leur courage à dénoncer les crimes commis à leur encontre.

Mais nous ne pouvons pas taire notre indignation devant le fait que, pour pouvoir faire juger et condamner les auteurs d'agression sexuelle, il faille que la victime soit un «témoin parfait». L'agression sexuelle est le seul crime où c'est principalement le comportement de la victime qui est jugé. Peu importe que la victime fasse de la prostitution, se drogue, consomme de l'alcool, appartienne à un groupe racial ou à un autre, ou porte une ceinture de chasteté, l'agression

sexuelle devrait être sanctionnée comme tous les autres crimes. Face aux résultats d'une telle enquête, il est aisé de comprendre pourquoi si peu de victimes portent plainte. L'impunité dont bénéficient la plupart des agresseurs n'est qu'un indice de ce sexisme systémique.

De telles situations sont inacceptables. Il nous paraît urgent de changer les rapports que nos institutions publiques, en premier lieu la police, entretiennent avec les populations autochtones et de mettre fin au rapport colonial qui existe toujours au Canada envers les autochtones; plusieurs des recommandations du rapport de la commission Erasmus-Dussault sont toujours pertinentes et devraient être appliquées. Il nous semble tout aussi urgent d'instituer à l'échelle québécoise une commission d'enquête sur les violences envers les femmes autochtones et peut-être, plus largement, sur les relations des corps policiers avec les autochtones, hommes et femmes. Une telle commission fournirait un cadre dans lequel les femmes autochtones devraient pouvoir s'exprimer en toute confiance et rendre publiques les violences qui leur sont infligées, afin que nous puissions trouver ensemble des façons de mettre fin à l'impunité dont jouissent actuellement les agresseurs. Nous osons espérer que, cette fois-ci, Québec ne fera pas le gros dos en attendant que la tempête passe...

IDÉES

Après Fidel

Castro est peut-être une des dernières figures du « caudillisme », tradition qui a perdu de son éclat

PIERRE BEAUDET

Professeur adjoint, Développement international et mondialisation, Sciences sociales, Université d'Ottawa

Les prochaines générations se souviendront de Fidel Castro et de sa révolution improbable. En 1959, avec une poignée de guérilleros et une organisation fantomatique, il s'empare du pouvoir détenu par quelques voyous et mafiosos. Au début, les États-Unis hésitent. Rapidement, le conflit éclate, notamment lorsque le nouveau gouvernement décide de redistribuer les terres appartenant à la United Fruit. Dès 1960, une guerre invisible commence avec les multiples tentatives de la CIA d'assassiner Castro. En 1961, une tentative d'invasion menée par des mercenaires cubains à la solde des États-Unis se termine par un échec. En 1962, le monde passe à un cheveu de la guerre nucléaire quand les États-Unis imposent un embargo sur Cuba pour empêcher l'installation de missiles soviétiques.

Castro tient le coup parce qu'essentiellement, il a l'appui de la population. D'une part, il rompt avec la corruption généralisée et l'insolence des riches qui avaient transformé ce pays en une sorte de bordel délirant des États-Unis. D'autre part, le nouveau régime, certes peu démocratique, a l'immense qualité de répondre aux besoins du peuple, ce qui fait de Cuba le champion dans plusieurs domaines (santé, scolarisation, etc.).

En fin de compte, Fidel Castro sort renforcé de ces confrontations avec les États-Unis et se met à rêver d'une révolution latino-américaine. Mais les résultats sont peu probants. D'illusoires insurrections, qui se terminent par la mort de Che Guevara en Bolivie en 1966, connaît des échecs retentissants. Entre-temps, Castro dirige une réorganisation de l'économie et de la société cubaine selon le « modèle » socialiste. Pratiquement tout est nationalisé, jusqu'aux salons de coiffure. Malgré des tentatives de diversification, Cuba reste dépendant de ses exportations de sucre vers l'Union soviétique en échange de produits industriels.

Démantèlement de l'URSS

À la fin des années 1980, l'implosion de l'URSS précipite une grave crise. Un grand nombre de Cubains tentent de quitter le pays. La colère populaire s'accroît contre le régime, bien que l'aura de Fidel Castro demeure. Des mesures d'austérité sont imposées pour permettre de préserver les acquis sociaux. On mise sur le tourisme pour apporter les devises nécessaires à l'importation de biens essentiels (Cuba reste déficitaire au niveau de la production alimentaire).

À la fin des années 1990, le vent du changement revient dans l'hémisphère. L'arrivée au pouvoir au Venezuela de Chavez et plus tard, l'élection de gouvernements progressistes dans plusieurs autres pays, permettent de réinsérer Cuba dans la dynamique régionale. Grâce à l'appui du Venezuela, la situation s'améliore. Le symbole de Castro comme le résistant de la



Sur un plan personnel, on retiendra de Castro une détermination absolue, un courage politique rare et un style de vie plutôt austère.

première heure reste important, ce qui explique l'affection des peuples et le respect que plusieurs leaders latino-américains éprouvent pour lui.

Dans les années 2000, la transition est entreprise avec la passation progressive des pouvoirs à son frère Raúl. Malgré divers problèmes de santé, Fidel continue d'intervenir publiquement. Tout en admettant l'échec économique de la révolution, il continue de mettre en garde son pays contre une capitulation face aux pressions internes et externes qui voudraient que Cuba s'insère dans la dynamique capitaliste. Il craint également l'opposition cubaine, regroupée derrière de puissantes factions de droite exilées à Miami, qui espère une implosion totale du régime.

Lors de mes visites à Cuba dans les années 2000, à l'époque où j'animais le réseau Alternatives, j'ai constaté la force et les contradictions de ce pays passionnant. Les intellectuels « réformateurs » avec qui nous avons œuvré, espéraient une évolution du système, par le truchement d'une décentralisation administrative et l'exploration de nouvelles politiques pour permettre le développement des communautés par l'agro-écologie. Ils craignaient la pesante bureaucratie construite dans le sillon d'un pouvoir hyper fort et personnalisé. Ils n'aimaient pas particulièrement Raúl, connu pour ses penchants autoritaires et son attraction pour le « modèle » chinois (tournant capitaliste d'une part, maintien du régime non démocratique d'autre part). Ils espéraient en fin de compte que la vague « rose » latino-américaine pourrait remettre le projet socialiste sur ses rails à travers de nouvelles orientations et de nouvelles solidarités. Aujourd'hui à ce que j'entends, ils sont plutôt pessimistes, mais l'histoire n'est jamais finie!

L'héritage de Fidel Castro a donc plusieurs facettes. L'Astérix latino-américain qui a défié l'empire pendant plusieurs décennies est ce qui reste dans la conscience populaire. Franche-

ment, on ne peut pas être étonné de cela compte tenu des ravages que l'impérialisme a provoqués dans cette région du monde. Encore aujourd'hui, les États-Unis constituent un formidable obstacle contre le progrès social et la paix, pas seulement en Amérique latine.

Par ailleurs, le projet de transformation imaginé au lendemain de la révolution a abouti à des résultats mitigés. Les avancées sociales indéniables, réalisées dans des conditions d'une grande diversité, ont permis au peuple d'améliorer ses conditions de vie, du moins jusqu'au déclin prononcé observé depuis les années 1990. Cependant, le pays est resté enfermé par un pouvoir autocratique, qui permet la dissidence, et encore de temps en temps, à condition qu'elle s'inscrive dans des contraintes très étroites. Sur le terrain économique, l'étatisation des entreprises ne s'est pas métamorphosée dans une capacité réelle des travailleurs et des travailleuses de changer le sens, le contenu et la forme du travail, resté subordonné à un petit groupe.

Sur un plan plus personnel, on retiendra de Castro une détermination absolue, un courage politique rare et un style de vie plutôt austère. Cette droiture lui a valu le respect, alors que la plupart des gouvernants dans cette région du monde (et ailleurs!) se vautrent dans le luxe. Sa propension à penser qu'il avait raison sur tout reste son côté sombre. En somme, Castro était le descendant de cette immense tradition latino-américaine qu'on appelle le « caudillisme », où le chef est plus qu'un chef, face auquel la société tout entière demeure dépendante.

Aujourd'hui, cette tradition perd un peu de son éclat. Les paysans boliviens ne pensent plus que le gouvernement progressiste va les « sauver ». Les nouvelles générations au Brésil et en Argentine ont cessé d'attendre des messies et continuent à s'auto-organiser. Une puissante intellectuelleté prend forme pour chercher du côté du développement écologique et de la démocratisation de la démocratie.

Académies francophones

JEAN-BENOÎT NADEAU



Maintenant que le Sommet de la Francophonie est derrière nous, je me permets de mettre la table pour un grand projet qui me tient à cœur depuis longtemps: un réseau d'Académies de la langue française.

Le mois dernier, j'ai assisté à Québec aux échanges des participants de la rencontre annuelle du réseau des Organismes francophones de protection et d'aménagement linguistique. La qualité des échanges et l'état des travaux présentés m'ont convaincu que la chose est possible.

L'heure est donc venue de réintroduire le principe de réalité dans la langue française. Il faut en finir avec la fiction de la norme unique, cet anachronisme poussiéreux vieux de quatre siècles, qui a davantage nui que servi.

Il est plus que temps que des linguistes francophones — ceux de pays où le français a le statut de langue officielle ou administrative — se réunissent en un congrès fondateur pour créer des académies qui s'appelleront comme elles voudront, mais qui seront nationales.

Leurs deux tâches seront de décrire la norme écrite de leur pays et de travailler en coopération à la création d'un dictionnaire panfrancophone.

Pour ce faire, ces académies doivent être scientifiques, c'est-à-dire composées de véritables linguistes, lexicographes et grammairiens: elles ne doivent surtout pas être des clubs d'écrivains.

Les organisateurs de ce congrès pourront même s'inspirer d'un modèle, méconnu, mais réel et efficace, celui des hispanophones. Dès 1871, la Real Academia Española (RAE) a entrepris, depuis Madrid, de créer un réseau d'académies: c'était longtemps avant le téléphone, et il aura fallu l'ère d'Internet pour que leurs aspirations trouvent une application pratique.

Les 23 académies de la langue espagnole, regroupées en association, font ce travail normatif dans chaque pays et cosignent le *Dictionnaire* de la RAE.

Il est plus que temps que les francophones s'inspirent de cette réussite pour moderniser l'idée de la langue et la libérer du carcan qu'on lui a imposé. Il n'y a rien de bizarre là: après tout, la RAE fut fondée en 1714 par imitation de l'Académie française, elle-même fondée sur le modèle de l'Académie de Florence. Les Espagnols ont brillamment montré qu'une copie peut être meilleure que l'originale.

Je conviens que les francophones ont une grosse côte à remonter. Contrairement à la RAE, l'Académie française n'est absolument pas en mesure de prendre l'initiative — ni de donner l'exemple.

Mais les francophones ont un atout historique: celui de l'initiative. Car après tout, c'est en dehors de l'Académie que la véritable norme du français s'est bâtie. Pensons à Larousse, Robert, Littré, Grevisse. Avant eux, ce furent Richelet, Furetière, Arnaud et Lancelot. Plus près de nous, il y a eu Usito et Antidote, mais aussi Poirier et Béliès. Si on fait exception des travaux de l'OQLF, cette norme s'est bâtie en dehors des structures officielles.

Donc, en soi, rien ne s'oppose à ce qu'un noyau dur de linguistes se réunissent en un congrès fondateur des académies francophones. Parce que les petits ruisseaux font les grandes rivières, il importe de commencer maintenant, en petits comités nationaux, pour débayer le terrain et faire des plans.

L'argent? Il s'en trouve pour des idées plus insignifiantes. De toute manière, il faudra plusieurs années d'études avant de s'engager dans des procédés coûteux.

Encore là, l'exemple nous vient des Espagnols. Des multinationales des télécommunications, de la presse, de la finance et de l'énergie y contribuent à coups de millions d'euros. C'est même la filiale espagnole d'IBM qui a assuré le soutien informatique du grand chantier d'échantillonnage.

L'enjeu n'est pas seulement de dépoussiérer la norme, mais de changer notre idée de la langue pour la rendre plus conforme au réel.

Comme l'espagnol, le portugais et l'anglais, le français est une grande langue internationale qui vit avec de multiples foyers normatifs nationaux, à la fois publics et privés.

De facto, le français est une chose plurielle — depuis toujours, en fait. Cinq ou six siècles avant l'anglais, l'espagnol et le portugais, la langue française s'était déjà enracinée en dehors de son domaine d'origine.

Le français étouffe de cette idée d'une norme unique, qui n'était concevable que dans les salons du XVII^e siècle et qui était déjà à l'époque la négation de ce que le français a toujours été. En effet, il a été, est et sera pluriel: repartons sur cette base.

C'est pourquoi, professeurs de Sherbrooke, de Québec, d'Aix-en-Provence, de Liège, de Dakar, de Tunis, de Kinshasa, de Port-Louis, de Yaoundé, il est temps de vous réunir et de fonder un réseau des Académies francophones. La langue française a besoin d'air: ouvrons les fenêtres.

Lettre à un ami policier

ALEXIS WAWANOLOATH

Étudiant en droit à l'Université de Sherbrooke, ex-conseiller au Conseil des Abénakis d'Odanak, ex-député d'Abitibi-Est

Je comprends bien qu'étant policier à la Sûreté du Québec tu défendes ta « gang ». Par contre, je suis prêt à mettre ma main au feu que, sur 22 femmes qui ont dénoncé ces abus, il n'y a pas 22 menteuses. Pourquoi? En 2011, j'ai entendu ces histoires d'horreur et quand j'ai contacté des journalistes pour que ces femmes témoignent, elles ont décidé de se taire, car elles avaient trop peur des conséquences, du harcèlement policier pour elles et leurs familles. Pourquoi, en 1998, Jimmy Papatie a-t-il entendu un témoignage sur ces abus et s'est-il fait simplement dire à l'époque par les autorités que ça ne se pouvait pas? Pourquoi, dans les années 1990, Michèle Audette a-t-elle reçu de tels témoignages aussi? Nous serions des menteurs aussi, tous acteurs d'un complot politique remontant aux années 1990?

Pour revenir à cette fameuse accusation de manipulation politique, je connais les intervenants qui étaient présentes lorsque ces témoignages ont été rendus publics et je sais très bien que ce n'était pas une commande de qui que ce soit. Je sais que le Centre d'amitié autochtone et Édith Cloutier ont tout fait pour dé-

fendre et protéger ces femmes courageuses; et même contre les journalistes d'Enquête, qui étaient parfois très insistantes. Je suis vraiment en furie contre cette accusation ridicule.

Je suis sûr que toi, personnellement, tu n'es pas raciste, mais je suis sûr (et prêt à mettre ma main au feu) qu'il y a beaucoup de personnes racistes et qu'il y a du racisme systémique dans les institutions gouvernementales; et particulièrement dans les corps policiers. Je l'ai vécu personnellement! Et j'ai entendu trop de témoi-

Ce n'est pas juste une crise policière qui est en cause ici. C'est bien plus profond. Et pour régler ça, nous devons prendre des mesures concrètes. Il doit y avoir un examen de conscience, non seulement des institutions, mais aussi des individus

gnages pour que tout cela ne soit que mensonges. Je trouve ça décevant de voir que vous, les policiers, et votre syndicat, défendez des pourris au lieu de vous résoudre à faire le ménage parmi vos rangs pour en exclure ceux qui vous donnent mauvaise presse; car je suis bien conscient que vous n'avez pas le travail le plus facile. Mais comment voulez qu'on vous fasse confiance dans de telles circonstances?

Je sais que les racines du mal sont plus profondes, comme le disait mon oncle Richard Kis-tabish. Ces phénomènes existaient lors de la création de la fédération canadienne avec John A. McDonald (le gars sur les 10\$), lui qui était un raciste notoire, lui qui a déjà déclaré, à propos de l'exécution des Cris des plaines s'étant révoltés: « *L'exécution des Indiens [...] doit convaincre l'homme rouge que c'est l'homme blanc qui gouverne.* » Pas besoin de remonter si loin dans l'histoire (d'horreur pour les premiers peuples) du Canada ou du Québec: nous avons eu à subir le génocide culturel (et génocide tout court pour bien des nations comme la mienne, les Abénakis) par la dépossession de nos terres (pour faire des barrages, des mines, des coupes de bois, etc.), les pensionnats, l'exclusion sociale et j'en passe. Donc, ce n'est pas

juste une crise policière qui est en cause ici. C'est bien plus profond. Et pour régler ça, nous devons prendre des mesures concrètes. Il doit y avoir un examen de conscience, non seulement des institutions, mais aussi des individus.

Sur ce, je te salue, policier, et j'espère que tu auras la force de faire cet examen de conscience. À mes sœurs anishnabekwek, je vous crois! #Solidaritékwek

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillefer (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zaida (recherche photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Sheldis (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfali et Karl Rettino-Parazzelli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélaïr-Cirino et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (reporter culturel), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médiatv), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoit Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gerald Dallaire (pupitre); information internationale: Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillou, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis), Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebail (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire). PRODUCTION Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Osvaldo Casas (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Sébastien Beaupré, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Ginette Rouleau et Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici et Véronique Pagé.

ACTUALITÉS

Un long deuil cubain

Déferlante de cérémonies en vue pour le père de la révolution

ALEXANDRE GROSOBOISCU

à Cuba

Épais silence dans les rues, rassemblements et spectacles annulés, drapeaux fixés sur de nombreuses devantures: les Cubains, une fois passée la commotion suscitée par l'annonce du décès de Fidel Castro, vivaient au ralenti, observant un deuil national décrété jusqu'au 4 décembre.

Si la journée de dimanche s'est déroulée dans le calme à Cuba, la semaine prochaine sera ponctuée de plusieurs cérémonies d'hommage et d'une procession de quatre jours pour honorer le «père de la révolution cubaine», mort vendredi soir.

Point culminant de ces célébrations, les funérailles du «Comandante», personnage unique qui a tenu tête aux États-Unis, forgé l'identité de cette île caribéenne et l'a fait entrer dans les livres d'histoire, se dérouleront le dimanche 4 décembre à Santiago de Cuba, dans l'Est, berceau de la Révolution.

Le transfert des cendres de Fidel Castro de La Havane à Santiago, lors d'une procession qui parcourra quelque 900 kilomètres de mercredi à samedi, devrait constituer un autre moment fort avec la probable mobilisation de millions de Cubains.

«C'est un grand leader, on aurait dû décréter 30 jours de deuil, vraiment», s'empare Andy Lores, un boucher du quartier populaire du Cerro, dans le sud de la capitale.

Posture discrète

Dimanche, les rues étaient quasi désertes. Cette impression a été renforcée par la posture discrète des dissidents qui ont suspendu leurs activités pour éviter d'être accusés de «provocation». Les Dames en blanc n'ont pas effectué leur marche de protestation habituelle, mais la dirigeante de ce mouvement créé par des proches de prisonniers politiques ne cachait pas sa rancœur. «On ne se réjouit pas de la mort d'un homme, d'un être humain, mais nous nous réjouissons de la mort des dictateurs, il faut la célébrer», a déclaré à l'AFP Berta Soler.

La première cérémonie de recueillement a été programmée pour lundi sur l'emblématique place de la Révolution à La Havane. «Ça ne va pas être grand, ça va être énorme, cela va être historique», prédit Carlos Manuel Obregon Rodriguez, un chauffeur de taxi de 43 ans. Partout à Cuba, l'annonce de la mort du «Lider Maximo» à l'âge de 90 ans est accompagnée depuis deux jours par un épais silence, notamment à La Havane. Deuil national oblige, rassemblements et spectacles ont été annulés.



YAMIL LAGE AGENCE FRANCE-PRESSE

Les Cubains, une fois passée la commotion suscitée par l'annonce du décès de Fidel Castro, vivaient au ralenti dimanche à La Havane.

Les incontournables matchs de baseball ont été suspendus. Les discothèques sont fermées, la vente d'alcool a été interdite et la plupart des restaurants ont réduit leurs heures d'ouverture. Une présence policière était visible mais discrète à La Havane.

La cause du décès de l'ex-président n'a pas été révélée par les autorités cubaines, qui n'ont pas confirmé que la crémation de son corps prévue samedi avait bien eu lieu. Parmi les 11,2 millions d'habitants de l'île, beaucoup ne dissimulaient pas leur peine face à la perte de ce géant du XX^e siècle. Car même s'il a d'une main de fer fait taire toute opposition et si la ferveur révolutionnaire a eu tendance à s'estomper, l'ex-président demeurait très respecté et admiré sur l'île. «J'aurais souhaité qu'il vive 30 ans de plus, mais bon, personne ne peut vaincre le destin», confie Guillermo Suarez, un maçon de La Havane.

Sonner le glas

Fidel Castro avait cédé le pouvoir à son frère Raúl en 2006 après une hémorragie intestinale. Il a engagé un lent processus de réformes économiques destinées à sauver Cuba de la faillite avec une ouverture accrue à l'initiative privée et à l'investissement étranger. «Le socialisme a survécu à la longue maladie de Fidel Castro et il continuera certainement après sa mort», juge Jorge Duany, directeur de l'Institut de recherche cubaine à l'Université internationale de Floride. Cependant, cet expert estime que son décès «accéléra probablement les réformes économiques». Mais «il faudra sûrement attendre le retrait de la présidence de Raúl, annoncé pour 2018, pour évaluer plus clairement s'il y aura des changements substantiels à la tête» de l'Etat, ajoute-t-il.

L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa pense lui, au contraire, que la mort de Fidel Castro va sonner le glas du régime, car «c'est lui qui faisait en sorte que le système soit plus ou moins immobile et qu'il n'évolue pas».

Agence France-Presse

CASTRO

SUITE DE LA PAGE 1

qui lui a directement demandé si Fidel Castro était un dictateur. «Oui», a-t-il répondu en anglais, l'air contrit. «Il a eu un impact profond et durable sur le peuple cubain. Il était certainement une figure polarisante et il y avait certainement de grandes craintes quant à son bilan en matière de droits humains», a-t-il ajouté. Dans sa réaction initiale au décès du révolutionnaire cubain, le chef libéral visait surtout à illustrer la «profonde connexion» qu'entretenaient les Canadiens et les Cubains, a-t-il expliqué.

Une histoire de famille

Il faut dire qu'au sein de la famille Trudeau, cette connexion est personnelle. «Son père était un peu ami avec Castro», a rappelé le biographe de Pierre Elliott Trudeau, Max Nemni, dans un entretien avec *Le Devoir*. Dans ses mémoires publiés en 1993, Trudeau père utilise une formule moins euphémisante, et admet être séduit par le leader cubain, qu'il a visité chez lui en 1976.

Justin Trudeau, l'héritage du père en tête, a donc formulé sa réaction officielle au décès de Fidel Castro en utilisant «certaines choses qui sont ou qui étaient vraies», selon Max Nemni. «Parce qu'il [Fidel Castro] a fait du bien à son peuple sur le plan de l'éducation et de la santé. [Justin Trudeau] s'est limité à cela pour ne pas avoir à aller plus loin, pour ne pas parler des droits de la personne.»

Choix honnête? «Moi, ça me semble anodin. Il n'a pas dit grand-chose», a répondu le biographe. A son avis, ce n'est probablement pas au moment d'envoyer une première réac-

tion officielle à un décès qu'il est le plus avisé d'étaler le bilan d'un chef politique en matière de droits de la personne. «A vrai dire, il pensait que ce n'était pas le moment d'en parler», a-t-il suggéré. Qu'à cela ne tienne, l'organisation Human Rights Watch, qui n'avait pas consacré de publication à Cuba depuis 2009, a publié dimanche un communiqué de presse insistant sur les legs du régime de Castro, surtout caractérisé par un «système répressif qui punit pratiquement toute forme de dissidence».

La chef intérimaire du Parti conservateur, Rona Ambrose, a aussi dénoncé l'héritage castriste. «Des milliers de personnes ont sombré dans la pauvreté et des milliers d'autres ont été emprisonnées et exécutées, et la liberté d'expression, de pensée et de réunion était limitée ou interdite, tous devant vivre selon sa version du "socialisme", a-t-elle écrit. Le chef néodémocrate a été prudent. «A l'occasion du décès de Fidel Castro, pensons à l'impact qu'il a eu sur tant de vies, et gardons espoir pour l'avenir du peuple cubain», a déclaré Thomas Mulcair.

Trouver l'équilibre

Encore dimanche, Justin Trudeau a dit comprendre «tout à fait» que sa déclaration ait pu choquer les détracteurs du régime cubain. «Il y a des gens qui ont bien des souvenirs, qui ont vécu des réalités extrêmement difficiles par rapport à l'histoire de Cuba. Et je ne suis pas du tout en train de minimiser ça», a-t-il dit. Le premier ministre a par ailleurs affirmé qu'il avait abordé la question des droits de la personne avec Raúl Castro lors de sa visite à Cuba, à la mi-novembre. L'auteur de *Trudeau-mania*, Robert Wright, était

sur place. Du passage du premier ministre canadien à l'Université de La Havane, il a retenu le ton chaleureux, amical avec lequel il a abordé le frère Castro. A la mort de Fidel Castro, Justin Trudeau devait réagir avec «équilibre», croit-il. «C'était délicat, parce qu'il devait exprimer un sentiment chaleureux de sympathie, mais également formuler une réaction objective», a expliqué Robert Wright. «A en juger par la réaction des Canadiens, il n'a pas trouvé cet équilibre.»

Surtout, les Canadiens ont perdu de l'affection pour la cause castriste, a-t-il avancé. «Il y a dix ans, il y avait un vaste attachement sentimental aux idéaux de la révolution cubaine», a observé l'auteur. Mais à mesure que le caractère menaçant de l'«ennemi» américain s'est atténué — par le rapprochement entre Cuba et les États-Unis entrepris en 2014, notamment —, «l'utilité du style de gouvernance cubain» s'est étiolée, selon lui. Dans le contexte, «l'argumentaire de Fidel Castro a perdu de la force», a résumé Robert Wright.

En attendant les funérailles

À Cuba, une procession transportant les cendres de Fidel Castro doit quitter La Havane mercredi, en direction de Santiago, là où seront célébrées, dimanche prochain, ses funérailles. Seize ans après les obsèques de Pierre Elliott Trudeau, auxquelles avait assisté Fidel Castro à Montréal, Justin Trudeau se rendra-t-il sur l'île cubaine pour saluer le leader controversé? «Chose certaine, ce serait une erreur politique de sa part de donner l'impression qu'il ne va pas aux funérailles en raison des critiques de ses opposants», a répondu Robert Wright. De son côté, Max Nemni n'a pas souhaité s'avancer.

En 2000, la présence de Castro aux funérailles de Trudeau père avait été perçue comme un geste «extrêmement important», a rappelé Robert Wright. La décision de Justin Trudeau le sera peut-être autant.

Avec *La Presse canadienne* et *Le Devoir*

MATERNELLE

SUITE DE LA PAGE 1

Elle clame que «le lien d'attachement est plus fort» dans une garderie puisque les enfants y évoluent souvent depuis la pouponnière. «Les retirer dès l'âge de 4 ans serait nuire à leur sécurité affective et à leur plein développement.»

Elle prétend également que d'envoyer les enfants à l'école à l'âge de 4 ans est «un drame» pour plusieurs parents. «Dans nos installations, ils y viennent deux fois par jour, discutent régulièrement de leur enfant, se sentent impliqués dans l'éducation de ce dernier et peuvent entrer à n'importe quel moment de la journée pour le voir, ce qu'ils perdent dès l'entrée à l'école.»

L'association assure que le programme «Accueillir la petite enfance», offert dans les garderies non subventionnées, est «intimement lié» avec le programme de maternelle 4 ans. «On a pris le temps de décortiquer chacune des compétences des deux programmes, on est très proches, même pour la numération et la littératie [...] En bonifiant ces activités, on peut donner le programme de maternelle 4 ans avec tout ce qui vient avec dans nos installations et préparer les enfants pour la maternelle 5 ans pour la meilleure réussite scolaire.»

L'association réclame plus d'argent, notamment pour bonifier la formation des éducatrices. «Pour offrir la qualité du programme éducatif, acheter le matériel éducatif et offrir les salaires qui se doivent, il est

impératif que le gouvernement augmente les remboursements anticipés aux parents, les faisant passer de 9100 \$ à 13 000 \$ à compter du 1er janvier 2017.»

Même avec ces nouveaux investissements, cette proposition ferait faire des économies au gouvernement, plaide l'association. «Financièrement, le gouvernement sauvera beaucoup d'investissement financier, puisqu'il n'aura pas à réinvestir dans les écoles pour l'ajout de classe maternelles 4 ans puisque nos structures sont déjà en place.»

Piètre performance des garderies privées

En décembre 2015, l'Institut de la Statistique du Qué-

bec publiait les résultats d'une vaste enquête sur les services offerts dans les services de garde. Le rapport Grandir en santé concluait que le tiers des enfants de 18

mois à 5 ans ne recevaient pas des services satisfaisants dans les garderies privées non subventionnées. On faisait notamment mention de lieux mal adaptés, de matériel inadéquat et de faille dans l'hygiène. Questionné sur ces lacunes par *Le Devoir*, le vice-président de l'association, David Haddaoui parle de «désinformation» et remet en doute les conclusions de l'enquête.

«Les garderies privées non subventionnées n'ont pas été vi-

sitées adéquatement, on n'était pas bien représentés, répond-il en marge des consultations. On participe avec le gouvernement à une table de concertation dans les garderies non subventionnées. Et je peux vous dire que, si les parents choisissent les garderies non subventionnées, c'est qu'il y a un service qui est donné et une qualité.»

Réflexion du ministre

En entrevue au *Devoir*, le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, rappelle que, selon la loi adoptée par l'Assemblée nationale, le programme des maternelles 4 ans est «un modèle éducatif qui se fait à l'intérieur du système d'éducation».

Il soutient que d'autres groupes ont fait les mêmes revendications, dont certains CPE, mais que l'on ne s'en-

tend pas sur le sujet au sein de «groupes qui ont le même intérêt» puisque certains services de garde précèdent que leur rôle n'est pas de faire de la scolarisation.

Ainsi, le ministre affirme qu'il n'a pas encore pris de décision sur les nombreuses propositions qui lui ont été présentées dans le cadre des consultations, mais il semble vouloir fermer la porte à cette nouvelle demande de l'Association des garderies non subventionnées en installation. «On aura la chance d'en discuter, mais pour moi, ce qui est très clair, c'est que les maternelles 4 ans sont à l'école. Et c'est dans cet esprit-là que se fait le déploiement», conclut le ministre.

Le Devoir

DESSIN

SUITE DE LA PAGE 1

jouer au présent se fait de plus en plus urgent? La chose pourrait en effet être jugée comme criminelle...

«Est-ce que les gens font assez le rapport entre ce qui se passe aujourd'hui et ce qui s'est produit dans le passé? Je ne crois pas», a expliqué la semaine dernière en entrevue au *Devoir* le père Nestor Burma, de la pétillante Adèle Blanc-Sec, mais aussi de *Putain de guerre* qui, avec la complicité de Jean-Pierre Verney a rappelé au bon souvenir du présent entre 2008 et 2009, en six tomes, les six années d'horreur qui ont fait la Première Guerre entre 1914 et 1919. «Dans la notion de "devoir de mémoire", j'ai toujours été agacé par le mot "devoir", cet impératif moral de se souvenir. La mémoire est importante, hier comme aujourd'hui. Mais elle ne doit pas être forcée, pas devenir formelle, être teintée par des préoccupations, jugées vieillottes par les jeunes générations. Mais elle doit toujours être là, pour effec-

tivement éviter de retomber dans les ornières du passé qui peuvent se présenter à nouveau à nous.»

Raconter le pire

La bande dessinée, avec le pouvoir d'évocation de ses images, avec sa capacité à distordre le temps pour rapprocher le passé du présent est, selon lui, un outil efficace pour stimuler cette mémoire collective. Un exercice qu'il poursuit ici en suivant dans les tranchées le destin pourri du brancardier Mathurin Broutille. Perdu sur les lignes de front, l'homme, placé au cœur du pire «d'une guerre de position qui s'éternise», va croquer l'horreur de corps détruits, Tenfer de la boue, mais aussi l'odieuse du racisme, du colonialisme, de l'intolérance, de la bêtise dans une série de rencontres avec des hommes dont la guerre a ôté une bonne part de leur humanité.

Le récit est historique, toujours teinté par les souvenirs horribles que lui racontait sa grand-mère. Mais les apparences sont parfois trompeuses. «On croit que j'écris sur la Première Guerre mondiale, s'amuse Jacques Tardi, mais ce n'est pas vrai, j'écris sur la guerre en général, sur le présent et sans doute sur l'avenir. Les ac-

ords politiques secrets qui bouleversent des régions entières, la guerre froide, les victimes innocentes envoyées au casse-pipe pour défendre des intérêts qui les dépassent, tout ça est encore bien réel et bien présent.»

L'esprit de révolte

Derrière lui, Dominique Grange, sa compagne de longue date, chanteuse de son état, figure du mouvement révolutionnaire de mai 1968, opine du bonnet. Dans *Le dernier assaut*, elle a mis plus que son grain de sel en y ajoutant un album de chansons thématiques. Le récit dessiné et le CD forment un tout indissociable, estime le couple qui porte l'association jusqu'à la scène dans un spectacle en tournée actuellement en Europe. «Pour bien se battre et résister, il faut avoir une mémoire du passé», dit-elle en rappelant que, si des «mouvements chargés de valeurs nauséabondes» empestent actuellement le présent, c'est peut-être pour donner une raison de s'engager, de résister, aux citoyens qui avaient oublié l'importance d'agir pour défendre leurs libertés.

Subversive? Dominique Grange, confirme que le trait de caractère n'a pas d'âge, et que,

chez elle, il aurait même tendance à se densifier au contact de ces mouvements ouvriers dont elle a porté la voix et incarné la cause il y a près de 50 ans et qui expriment ouvertement en France la tentation de l'intolérance et de l'extrême droite de Marine Le Pen. «Les révoltes, les indignations sont toujours là, elles sont latentes, comme des rivières souterraines qui coulent discrètement en attendant de monter à la surface, dit-elle. Et parfois, elles reviennent en force.» Selon elle, de nouveaux combats sont à prévoir, «puisque c'est uniquement par la lutte que l'on peut progresser», dit-elle, avec la voix calme et douce qui est la sienne. Et elle ajoute: «Les mouvements populaires sont aussi portés par la mémoire», à condition bien sûr que cette mémoire, les angoisses, les erreurs, les horreurs qu'elle contient puissent se rendre jusqu'à eux.

Le Devoir

LE DERNIER ASSAUT

Jacques Tardi et Dominique Grange
Casterman
Bruxelles, 2016, 122 pages

LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com